

ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Vers la création de 20 000 start-up d'ici 2029

Dans le cadre du développement de son économie de la connaissance, l'Algérie ambitionne de créer 20 000 start-up d'ici 2029, afin de favoriser l'émergence de licornes locales et d'attirer des investisseurs internationaux. Cette dynamique vise à propulser l'Algérie et l'Afrique vers une nouvelle ère de prospérité, centrée sur l'innovation, la technologie et la coopération continentale. Grâce à des initiatives stratégiques et un cadre législatif évolutif, l'économie de la connaissance devrait devenir un pilier du développement durable et de l'intégration des jeunes talents, comme l'a souligné Nouredine Ouadah, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. P 3



HABITAT

Livraison de près de 450 000 logements en 2024

Le secteur de l'Habitat a poursuivi en 2024 sa dynamique accrue, atteignant un niveau record de livraisons avec près de 450 000 logements distribués à travers les différentes wilayas du pays. En outre, le lancement du 3e programme de location-vente « AADL 3 » a été initié pour répondre à la demande croissante des citoyens à revenu moyen pour ce type de logement.

P 2

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

2025 : l'année du décollage tous azimuts

L'Algérie passe à la vitesse supérieure ! 2025 s'annonce comme une année charnière pour le pays, marquant le lancement de grands projets. Mais c'est particulièrement le numérique qui occupe la pole position. Dans un communiqué publié ce vendredi, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que 2025 sera « une année charnière pour le processus d'approfondissement des réformes économiques et de soutien à la stabilité ». De nombreux projets lancés ces dernières années vont voir le jour, tandis que d'autres vont « baliser » le chemin pour 2027. Tous ces projets, selon certains, ne connaîtront le succès qu'avec de la transparence dans les transactions, entre autres.

P 5

INDUSTRIE NATIONALE DES DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN

Succès local et expansion internationale

Les entreprises algériennes de détergents et de produits d'entretien domestique et corporel connaissent un véritable essor grâce à leur grande capacité d'adaptation aux exigences du marché. Elles parviennent même à faire rayonner le « Made in Algeria » à l'international. Lors de la Foire de la production algérienne (FPA), qui a débuté le 19 décembre et doit se clôturer ce samedi au Palais des Expositions d'Alger, des producteurs exposants ont expliqué que la performance de la production nationale leur a permis de détrôner les entreprises étrangères sur le marché local.

P 16

SONATRACH

**Le plan
de développement
2025-2029 adopté** P 2

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE DU LITHIUM

**Organisation
aujourd'hui d'un atelier
à Alger** P 16

MOSTAGANEM

**Récolte de plus de 350 000
qx de pommes de terre
tardives** P 16

SONATRACH
Le plan de
développement
2025-2029
adopté

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) du groupe Sonatrach a adopté, lors de sa réunion jeudi à Alger, le plan de développement à moyen terme pour la période 2025-2029, principalement axé sur l'intensification des efforts d'exploration et de production en vue de renforcer les réserves d'hydrocarbures, indique un communiqué du Groupe.

Lors de cette AGO, tenue conformément aux statuts du Groupe, et présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, il a été procédé à l'adoption du budget annuel de l'entreprise pour l'année 2025 et du plan de développement à moyen terme relatif à la chaîne de valeur pour la période 2025-2029, notamment l'intensification des efforts d'exploration et de production pour renforcer les réserves d'hydrocarbures et le développement du réseau de transport par pipelines", note le communiqué.

Le plan comprend également "des programmes ambitieux dans les domaines de la transformation, du raffinage et de la pétrochimie, en vue de répondre aux besoins du marché national, en sus d'augmenter les capacités d'exportation de la société, des hydrocarbures et produits dérivés".

Les travaux de l'AGO se sont déroulés en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, du Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb et du représentant de la Présidence de la République, Faouzi Amokrane, en leur qualité de membres de l'AG, ainsi que des membres du Conseil d'administration.

Par ailleurs, ce plan inclut les projets de développement relatifs à la numérisation et à la transition énergétique, d'autant plus que Sonatrach a réaffirmé son engagement à la durabilité à travers le lancement de projets visant à réduire l'empreinte carbone, tout en se focalisant sur le développement de projets d'énergies renouvelables (ENR) et le respect des normes environnementales internationales, consacrant ainsi sa position de société leader en matière de transition énergétique aux niveaux local et international, conclut le communiqué.

R E.

HABITAT

Livraison de près de 450 000 logements en 2024

Le secteur de l'Habitat a poursuivi en 2024 sa dynamique accrue, atteignant un niveau record de livraisons avec près de 450.000 logements distribués à travers les différentes wilayas du pays, en plus du lancement du 3e programme de location-vente «AADL 3», initié pour répondre à la demande croissante des citoyens à revenu moyen pour ce type de logement.

Synthèse S R.

Le bilan du secteur pour 2024 révèle des avancées qualitatives, avec 449.832 unités livrées selon les données du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, contre 200.000 unités en 2020, 320.000 unités en 2021, 400.000 unités en 2022 et 330.000 unités en 2023.

Une grande partie de ces réalisations a été concrétisée lors de deux importantes opérations : la première, organisée à l'occasion de la fête de l'Indépendance, le 5 juillet, a vu la distribution de 251.890 logements. La seconde s'est tenue lors de la célébration du 70e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution, le 1er novembre dernier, avec 102.136 unités attribuées.

Ces distributions incluaient plusieurs formules de logement: public locatif (social), location-vente (AADL), logement promotionnel aidé (LPA), logement rural, lotissements sociaux et logements promotionnels publics (LPP). Les différents programmes visent ainsi à répondre aux besoins des citoyens, selon leurs catégories de revenus.

Avec près de 450.000 logements attribués cette année, le secteur de l'Habitat a dépassé les 1,7 million d'unités livrées entre 2020 et 2024, alors qu'il s'attelle à la préparation d'un nouveau programme de 2 millions de logements, conformément

aux engagements pris par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son programme présidentiel pour le nouveau mandat.

Ce plan comprend notamment le lancement d'un nouveau programme de logements en location-vente, pris en charge par l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL). Dans ce cadre, la plateforme numérique dédiée à l'inscription au programme "AADL 3" a été ouverte le 5 juillet dernier, coïncidant avec la célébration du 62e anniversaire de l'Indépendance. Dès les premières heures, cette initiative a suscité un vif engouement, enregistrant plus de 1,44 million d'inscriptions initiales sur le site dédié, à l'échelle nationale.

Contrairement aux deux programmes précédents, "AADL 1" lancé en 2001 et "AADL 2" en 2013, l'opération d'inscription au programme "AADL 3", s'est cette fois-ci distinguée par la numérisation totale du processus de souscription. Les informations sommaires saisies sur la plateforme font l'objet de vérifications automatiques via le fichier national du logement et d'autres bases de données officielles.

Ainsi, en réalisant la première opération d'inscription dans un programme de logement "sans dossier papier", le secteur de l'Habitat a franchi une étape importante dans la mise en œuvre de sa transition numérique dans le cadre d'une stratégie nationale ciblant divers secteurs d'acti-

tivité, visant à simplifier les procédures administratives et à améliorer le niveau des services offerts aux citoyens.

Les premières statistiques annoncées par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville indiquent que 1.024.342 inscrits sont éligibles et remplissent les conditions d'admission au programme "AADL 3", parmi ceux qui ont soumis leurs demandes via le site électronique.

Parallèlement à l'opération d'inscription, le ministère a entrepris des démarches "anticipatives" pour garantir un bon lancement de ce programme ambitieux, en identifiant les terrains qui accueilleront la première tranche de ce programme dans plusieurs wilayas, d'une superficie estimée à 7.000 hectares.

Les pôles urbains devant héberger ces logements sont en cours de planification selon une approche "visionnaire". Cette dernière repose sur des études approfondies visant à doter ces espaces de toutes les infrastructures publiques nécessaires, à organiser les zones urbaines pour offrir confort et accessibilité aux habitants, et à renforcer leur attractivité tout en favorisant leur durabilité.

Enfin, ce programme mettra en avant le savoir-faire de l'industrie algérienne des matériaux de construction, avec une ambition de réaliser des logements 100% algériens, valorisant ainsi les produits locaux.

DEMANDE DE LOGEMENT

Une plateforme numérique unique en cours de développement

Par R E.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, M. Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, jeudi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que son département ministériel avait lancé la conception et le développement d'une plateforme numérique unique pour les demandes de logement, toutes formules confondues.

Lors d'une séance plénière présidée par Ayoub Hammad, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, et de plusieurs membres du Gouvernement, M. Belaribi a fait savoir que cette plateforme unique permettrait d'orienter les demandeurs de logement vers les formules appropriées, conformément aux conditions d'éligibilité stipulées par la réglementation et la législation en vigueur.

L'objectif de cette plateforme est "d'assurer plus de facilité et de crédibilité dans l'orientation des demandeurs de logement vers les formules appropriées en fonction de leur si-

tuation sociale, tout en permettant à chaque demandeur ou inscrit sur la plateforme numérique de suivre sa demande en toute transparence", selon le ministre, qui a souligné que la diversité des formules de logement "sert, sans doute, l'intérêt du citoyen, d'autant que cette diversité permet de choisir la formule la plus adaptée selon la classification des demandeurs en fonction de leurs revenus mensuels".

A une question concernant les structures publiques à Sidi Abdallah (wilaya d'Alger), M. Belaribi a précisé que 130 structures publiques avaient été enregistrées dans cette nouvelle ville, dont 61 écoles primaires, 36 CEM, 17 lycées, trois polycliniques, deux centres commerciaux, une mosquée et une bibliothèque.

Le ministre a cité, dans ce sens, 64 projets de structures réalisées et exploitées, ajoutant que 42 opérations sont en cours de réalisation, en prévision de leur réception en septembre 2025, consistant en 19 écoles primaires, 8 CEM, 6 lycées, 2 polycliniques et 2 centres commerciaux. Il est prévu aussi le lancement de 23 autres opérations durant le premier tri-

mestre 2025, a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, M. Belaribi a souligné que la loi de finances 2025 prévoyait l'inscription de 224 structures publiques réparties à travers les différentes wilayas, selon les conclusions de la réunion de coordination tenue par visioconférence entre les directeurs de l'équipement public et les directeurs de l'Education nationale à la date du 3 décembre, consacrée à l'élaboration de la feuille de route relative à la préparation de la prochaine rentrée scolaire 2025-2026.

A une autre question sur les quotas de logements à Oran, M. Belaribi a souligné que la wilaya avait bénéficié d'un programme de logements au titre du quinquennat 2020-2024 consistant en 55.303 logements, dont 38.057 unités finalisées et 17 246 autres en cours de réalisation.

Concernant Ouled Djellal, le ministre a rappelé que cette nouvelle wilaya avait bénéficié durant la période 2021-2024 d'un programme global de 16000 logements, dont 5.373 sont finalisées et 10.668 sont en cours de réalisation.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Vers la création de 20 000 start-up d’ici 2029

Dans le cadre du développement de son économie de la connaissance, l'Algérie ambitionne de créer 20 000 start-ups d'ici 2029, visant ainsi à favoriser l'émergence de licornes locales et à attirer des investisseurs internationaux. Cette dynamique a pour objectif de propulser l'Algérie et l'Afrique vers une nouvelle ère de prospérité, centrée sur l'innovation, la technologie et la coopération continentale. Avec des initiatives stratégiques et un cadre législatif évolutif, l'économie de la connaissance devrait devenir un pilier du développement durable et de l'intégration des jeunes talents, comme l'a souligné Nouredine Ouadah, ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Par Mourad A.

L'Algérie traverse une transformation économique et technologique profonde, et les ambitions exprimées par le ministre Nouredine Ouadah en témoignent. Lors de son intervention dans l'émission « Média-tics » sur la Chaîne III de la radio nationale, il a exposé une vision stratégique destinée à révolutionner l'économie nationale et à renforcer le rayonnement international du pays. L'objectif est d'encourager l'émergence de « licornes », ces start-up valorisées à plus d'un milliard de dollars. Si certaines entreprises algériennes ont déjà connu le succès à l'étranger, l'ambition est désormais de soutenir ces réussites depuis le territoire national. Le ministre a précisé : "Nous avons déjà une dizaine de start-up qui suscitent un intérêt grandissant des investisseurs internationaux", soulignant l'importance de cette dynamique pour attirer des fonds étrangers et repositionner l'Algérie comme un acteur majeur de l'innovation technologique en Afrique. Les technologies et l'innovation sont des moteurs essentiels de cette transformation. Les start-up jouent un rôle clé dans l'économie nationale et continentale, notamment en matière d'intelligence artificielle (IA), devenue un impératif stratégique pour le développement économique. L'Algérie s'engage pleinement à promouvoir l'IA et soutient des projets d'envergure, comme la fibre optique africaine,

pour favoriser la connectivité et l'échange d'informations à travers le continent. Cette initiative s'inscrit dans une vision de collaboration accrue entre les pays africains, visant à développer un écosystème commun pour soutenir l'innovation et la croissance économique.

Stratégie 2025 : Mobilisation de la diaspora et incitations à l'investissement

Pour atteindre ces objectifs, une stratégie sera déployée dès janvier 2025. Elle reposera sur plusieurs axes clés : simplification des démarches de création d'entreprises, digitalisation des services et mobilisation des compétences locales et internationales. Un rôle central sera attribué à la diaspora, qui représente près de 20 % des fondateurs de start-up basés à l'étranger. "Ces compétences doivent être mobilisées, qu'elles soient présentes sur le territoire ou non", a souligné le ministre. Par ailleurs, des mesures incitatives, telles que des déductions fiscales et des opportunités d'accès aux marchés publics, ont été mises en place pour encourager l'investissement privé dans les start-up. Le ministère mise également sur la participation des jeunes entreprises à des événements internationaux, tels que le CES de Las Vegas ou le Mobile World Congress à Barcelone, afin d'augmenter leur visibilité et attirer des investisseurs. En matière de soutien institutionnel et finan-

cier, l'Algérie a mis en place des mécanismes pour faciliter la collaboration entre les start-up et les entreprises publiques, grâce à des dispositions légales comme l'article 41 du code des marchés publics. Ce cadre juridique favorise les partenariats publics-privés et stimule l'innovation. De plus, le gouvernement encourage les initiatives de recherche et développement, notamment par des déductions fiscales pour les entreprises privées investissant dans l'innovation. La formation et le transfert de compétences jouent également un rôle central dans cette stratégie. L'Algérie mise sur l'intégration des étudiants africains dans des programmes entrepreneuriaux, renforçant ainsi leur contribution au développement économique du continent. En collaborant avec les universités et les centres de recherche, le pays cherche à transformer les connaissances théoriques en projets concrets et viables. Les centres de développement entrepreneurial (CDE), implantés à travers le pays, ont déjà permis de former et accompagner plus de 1 700 micro-entreprises en un an. Le ministre a affirmé : "Nous ne voulons pas que les étudiants se limitent à chercher un emploi après leur diplôme. Créer son entreprise est une alternative réelle." Grâce au soutien des universités et des incubateurs, ces jeunes bénéficient d'un encadrement adapté pour transformer leurs idées en réalités économiques.

RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

Placer les collectivités locales au centre du nouveau modèle économique

Par Mourad A.

Les recommandations issues de la rencontre Gouvernement-walis, tenue ces deux derniers jours, permettront d'améliorer la gestion financière et fiscale et de renforcer l'exploitation des richesses au niveau local, ce qui confèrera aux collectivités locales une place importante dans le nouveau modèle économique, ont déclaré jeudi à l'APS des experts économiques. Les conclusions de cette rencontre, ouverte par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue "le prolongement naturel" d'une série de réformes économiques ayant touché, ces dernières années, différents secteurs, notamment avec l'adoption d'un nouveau cadre législatif pour l'investissement, où les collectivités locales sont davantage impliquées dans le nouveau modèle économique", a déclaré l'expert économique El Houari Tighersi. Soulignant qu'on ne peut pas parler d'une "économie performante sans l'implication de la commune et de la wilaya", M. Tighersi a indiqué que de nombreux défis se dressent sur la voie d'une contribution économique optimale des collectivités locales, à savoir développer les compétences des élus et leur donner plus de liberté d'initiative,

tout en trouvant des mécanismes appropriés pour associer la société civile et les citoyens à la prise de décision. L'expert s'attend à ce que les recommandations et les propositions issues de la rencontre Gouvernement-walis contribuent à enrichir les différents textes en cours d'élaboration, notamment les lois relatives à la commune et à la wilaya, la loi sur le partenariat public-privé (PPP), ainsi que les textes relatifs aux pratiques commerciales et à l'organisation des marchés locaux. Les collectivités locales seront impliquées dans la collecte des impôts et l'attractivité de l'investissement, en sus de nombreuses autres activités économiques, ce qui les amènera à jouer un rôle "clé" dans l'accompagnement du développement socioéconomique. De son côté, l'expert et consultant en économie, Abdelkader Slimani, a estimé que "les élus locaux sont à l'aube d'un grand changement", car la mise en œuvre des recommandations de cette réunion "leur permettra de contribuer effectivement à la création de richesses". Dans ce sillage, les collectivités locales seront chargées d'exploiter le potentiel économique et immobilier, dans le cadre d'une vision en phase avec les normes d'efficience et de rentabilité.

L'expert a valorisé l'accent mis par la réunion sur la sécurité hydrique et alimentaire, notamment en ce qui concerne l'augmentation des superficies de production des fourrages, des céréales et des cultures stratégiques ainsi que l'accélération de la réalisation des stations de dessalement d'eau de mer, soulignant que ces mesures seront au profit du citoyen. Et d'estimer que la création d'un office de gestion des zones franches et des micro-zones industrielles au niveau des communes figure "parmi les importantes recommandations issues de la réunion". A noter que la rencontre Gouvernement-walis a été marquée par l'organisation de cinq (5) ateliers portant sur "les leviers financiers et budgétaires favorisant un développement socioéconomique local équilibré et durable", "la sécurité alimentaire et hydrique: enjeux majeurs de la stratégie de développement", "l'économie locale: les défis à relever pour créer la richesse et l'emploi", "Numérisation et modernisation des services publics de proximité: pour une meilleure efficacité de l'action publique au service du citoyen" ainsi que "planification et gestion urbaine de la ville: pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité".

R E.

APPROVISIONNEMENT ET RÉGULATION DU MARCHÉ DES MÉDICAMENTS

Développement d'une plateforme nationale du système de veille et d'alerte

La "Plateforme nationale du système de veille et d'alerte pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques", visant à fournir une vue d'ensemble claire du marché des médicaments afin de garantir leur disponibilité et de réguler le marché, a été présentée lors d'une réunion tenue entre le ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique et le Haut-Commissariat à la numérisation, indique vendredi un communiqué conjoint du ministère de l'Industrie et du Haut-Commissariat à la numérisation. Dans le cadre de la coopération et de la concertation avec les secteurs ministériels pour réaliser une transformation numérique globale, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb, la ministre, et Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, et le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Production pharmaceutique, Fouad Hadji, ont présidé, jeudi, au siège du Haut-Commissariat à la numérisation, une réunion consacrée à l'examen de plusieurs projets de numérisation liés aux secteurs industriels et de la production pharmaceutique, au cours de laquelle la "Plateforme nationale du système de veille et d'alerte pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques" a été présentée. Développée par le Haut-Commissariat à la numérisation en faveur du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, en collaboration avec le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, le ministère de la Santé, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, ainsi que la Direction Générale des Douanes (DGD), cette plateforme numérique vise à "fournir une vue d'ensemble claire et précise du marché des médicaments afin de garantir leur disponibilité et de réguler le marché", précise le communiqué. Lors de cette réunion, il a été procédé à l'examen et à l'enrichissement de plusieurs aspects de cette plateforme testée pendant 10 jours avant son entrée en service. Les deux parties ont également évoqué la nécessité "d'étendre cette expérience au secteur des industries alimentaires stratégiques de large consommation et à d'autres sujets stratégiques". La rencontre a également permis d'évoquer les "moyens de coopération pour accélérer la numérisation du secteur industriel et de la production pharmaceutique, en exploitant de manière optimale les compétences humaines et matérielles des deux secteurs". Aussi, il a été procédé à l'installation d'un groupe de travail composé de cadres des deux secteurs, "chargé de mettre en œuvre la feuille de route du secteur industriel, comme convenu lors des ateliers dédiés à l'élaboration du plan national pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique à court terme 2025-2026", selon la même source.

R E.

MONNAIE
Le dollar recule légèrement et le yen glisse dans un marché en vacances

Le dollar a reculé légèrement face à l'euro et le yen a poursuivi sa glissade dans un marché peu fréquenté au lendemain de Noël. Les échanges sont restés limités alors que la majorité des Bourses asiatiques et les grandes places européennes sont restées fermées. Vers 22H00 GMT, le billet vert perdait 0,23% par rapport à la monnaie européenne, à 1,0423 dollar. Le Dollar Index, qui compare le billet vert à un panier de six devises, lâchait pour sa part 0,15%. Le yen japonais perdait du terrain, toujours plombé par "l'absence de nouvelles mesures de la part de la Banque du Japon (BoJ)", ont observé dans une note les analystes de Monex USA. Jeudi dernier, la Banque du Japon (BoJ) a maintenu inchangé son taux directeur, à 0,25%, conformément aux attentes des analystes. La BoJ a notamment justifié cette décision par l'accalmie sur le front de l'inflation et le gouverneur Kazuo Ueda a plaidé pour la patience, dans l'attente de nouvelles données macroéconomiques. Vers 22H00 GMT, la devise nipponne abandonnait 0,51% par rapport au billet vert, à 158,02 yens pour un dollar, un plus bas depuis le mois de juillet. Le bitcoin perdait 3,71% à 95.670 dollars.

PÉTROLE
Le Brent à 74,17 dollars le baril

Les cours du pétrole ont pris de la vitesse vendredi, dans un marché aux échanges réduits pour cause de fêtes, poussés notamment par la baisse surprise des stocks commerciaux de brut aux Etats-Unis la semaine dernière. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, s'est apprécié de 1,24% à 74,17 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a gagné 1,41% à 70,60 dollars.

CENTRE NATIONAL DE FABRICATION ET PERSONNALISATION DES CARTES EDAHABIA

Augmenter la capacité de production à 50 000 cartes/jour dès 2025

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a inspecté le Centre national de fabrication et personnalisation des cartes EDAHABIA à Birtouta (Alger), où il a souligné la nécessité d'accélérer l'opération d'augmentation de sa capacité de production, indique, vendredi, un communiqué du ministère. Lors d'une visite effectuée jeudi à ce Centre, M. Zerrouki a insisté sur la nécessité "d'accélérer l'opération d'augmentation de la capacité de production" du centre, le qualifiant de "pôle stratégique pour le développement du paiement électronique en Al-

gérie afin d'atteindre 50.000 cartes/jour avant la fin du premier trimestre de l'année 2025", précise la même source. Ces efforts viennent en réponse à la demande croissante sur les cartes EDAHABIA, étant "l'un des principaux piliers pour le renforcement de l'intégration financière et le développement des systèmes de paiement électronique, conformément à la feuille de route du Gouvernement", ajoute le ministre. A ce propos, M. Zerrouki a appelé "au respect des délais de délivrance de ces cartes, aussi bien pour les nouvelles demandes que pour le renouvellement, en veillant à garantir les

normes de qualité et de sécurité". Au terme de sa visite, le ministre a mis l'accent sur "l'importance du partenariat entre le Centre et les établissements bancaires", saluant les "efforts consentis pour réaliser ces objectifs nationaux, au service de l'économie numérique et du développement durable", lit-on dans le communiqué.

CONCOURS DE RECRUTEMENT
Changement de l'horaire de l'examen du soir du vendredi 3 janvier

Le groupe Sonatrach a annoncé, vendredi dans un communiqué, le changement de l'horaire de l'examen du soir du vendredi 3 janvier 2025, au niveau de tous les centres concernés par le concours national de recrutement qui se déroulera du 29 décembre 2024 au 4 janvier 2025. "Sonatrach informe tous les candidats inscrits pour passer l'examen du soir du vendredi 3 janvier 2025 d'un léger changement de l'horaire de cet examen au niveau de tous les centres concernés. Ainsi, l'examen aura lieu de 15h00 à 17h30, contrairement aux autres jours", précise le communiqué. A cette occasion, le groupe a invité tous les candidats concernés à "respecter le nouvel horaire, en s'assurant de se présenter à l'heure indiquée munis des documents requis", ajoute la même source.

CLIMAT
2024 sera une année record en termes de température dans le monde

La température annuelle moyenne dans le monde en 2024 dépassera pour la première fois 1,5 degré Celsius, a annoncé vendredi Roman Wilfand, responsable scientifique du Centre hydrométéorologique russe. "Avec une probabilité supérieure à 99%, nous pouvons affirmer que 2024 sera une année record +en termes de température+. Auparavant, le record de température moyenne mondiale avait été observé en 2023. Cette année dépassera ce niveau... C'est la première année où la température moyenne annuelle à travers le monde dépassera le chiffre de 1,5 degré Celsius, a-t-il déclaré. M. Wilfand a

rappelé que l'accord de Paris sur le climat présente ce chiffre comme un seuil. Si l'accord prévoit un très grand nombre de mesures, elles ne sont pas suffisantes, a-t-il noté. "Et absolument tous les météorologues, le Service météorologique mondial, le Centre climatique de Roshydromet, appellent à intensifier toutes les activités prévues pour réduire le taux de réchauffement", a souligné le responsable scientifique du Centre hydrométéorologique. Le météorologue a expliqué à quoi ce record est associé. Ainsi, jusqu'au mois de mai, on a observé le phénomène El Nino, qui provoque un transfert de chaleur puissant de l'océan

des latitudes équatoriales vers les latitudes tempérées. Selon la source, il est possible qu'El Nino se produise encore en janvier-février 2025, mais il sera de courte durée. L'accord de Paris sur le climat a été adopté en 2015 à l'issue de la 21e conférence de la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC) à Paris, le document a été signé par 175 pays. Cet accord vise à contenir le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux préindustriels et à empêcher les températures annuelles moyennes de la planète de dépasser deux degrés d'ici à 2100.

TONIC INDUSTRIE
Exportation de plus de 95.000 unités de cartons ondulés vers la Mauritanie

L'entreprise "Tonic Industrie", filiale du groupe public Algeria Chemical Specialties "ACS", a procédé, mercredi, à l'exportation de plus de 95.000 unités de cartons ondulés vers la Mauritanie. "L'entreprise Tonic Industrie a effectué sa première opération d'exportation vers le marché mauritanien, avec l'expédition de 95.250 unités de cartons ondulés", a précisé un communiqué du groupe public ACS, soulignant que "l'année 2025 verra d'autres opérations d'exportation vers ce pays". Cette opération fait suite à la participation du groupe "ACS" et de ses filiales à la dernière édition de la Foire des produits algériens, qui s'est tenue du 2 au 7 mai à Nouakchott. A cette occasion, des accords

ont été conclus pour la commercialisation des produits du Groupe dans ce pays, en sus d'importants échanges avec de nombreux industriels et hommes d'affaires mauritaniens, a ajouté la même source. La visite récemment d'une délégation mauritanienne à l'entreprise a permis de constater la qualité des produits et il a été convenu, à cette occasion, de poursuivre la collaboration au cours de l'année prochaine, selon la même source. Par ailleurs, le groupe "ACS" rappelle que sa filiale l'Entreprise nationale des peintures (ENAP) a également effectué une opération d'exportation vers la Mauritanie en novembre dernier, avec l'expédition de pas moins de 16 tonnes de produits semi-finis et finis.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 23 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Décembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات	
		DA / Kg	دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	82	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	68	78	58	الطماطم	
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف	
	Ail sec	470	541	398	الثوم الجاف	
	Carotte	66	76	57	الجزر	
	Navet	80	89	70	لفت	
	Choux fleur	78	88	69	قرنبيط	
	Choux	72	81	63	الكرنب	
	Courgette	166	181	151	الكوسة	
	Haricot vert	190	209	172	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	89	101	76	الكس	
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	100	130	70	الماندرين	
	Orange	120	140	100	البرتقال	
	Citron	126	146	106	الليمون	
	Pomme locale	370	474	267	التفاح المحلي	
	Datte	517	646	388	التمر	
	Banane	418	438	399	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1762	1892	1632	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	420,00	-1,18	-1,09	-1,63	8,10	7,14	594	249 480,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2350,00	0,00	0,49	2,06	7,05	7,66	89	209 150,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 235,00	NC	0,00	-0,44	-2,04	11,76	5,59	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,94	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-12,57	2,03	-	0	0,00

RÉFORMES ÉCONOMIQUES

2025 : l'année du décollage tous azimuts

L'Algérie passe à la vitesse supérieure ! 2025 s'annonce comme une année charnière pour le pays, marquant le lancement de grands projets. Mais c'est particulièrement le numérique qui occupe la pole position. Dans un communiqué publié ce vendredi, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que 2025 sera « une année charnière pour le processus d'approfondissement des réformes économiques et de soutien à la stabilité ». De nombreux projets lancés ces dernières années vont voir le jour, tandis que d'autres vont « baliser » le chemin pour 2027. Tous ces projets, selon certains, ne connaîtront le succès qu'avec de la transparence dans les transactions, entre autres.

Par Réda Hadi

Intervenant lors de la réunion de la Commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme, et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, tenue jeudi au siège du ministère, M. Faïd a fait savoir que 2025 sera "une année charnière pour le processus d'approfondissement des réformes économiques et de soutien à la stabilité, mais aussi celle de l'élargissement de l'assiette fiscale, ce qui permettra de gérer les risques liés à l'économie informelle et aux opérations en espèces". Passant en revue "les principales décisions approuvées lors de la dernière réunion, ainsi que les principales actions accomplies au cours de la période écoulée", le ministre a mis en avant "les importantes mesures contenues dans la loi de finances 2025, notamment la généralisation des moyens de paiement électronique, à même de renforcer la transparence des opérations et d'assurer leur traçabilité, et dont l'entrée en vigueur est prévue à partir de janvier 2025". Dans son propos, le ministre a mis en

avant «les importantes mesures contenues dans la loi de finances 2025, notamment la généralisation des moyens de paiement électronique, à même de renforcer la transparence des opérations et d'assurer leur traçabilité, et dont l'entrée en vigueur est prévue à partir de janvier 2025 ». Au terme de la rencontre, M. Faïd a présenté «des projets de décisions relatifs à l'adoption de feuilles de route des secteurs non prioritaires en lien avec les huissiers de justice, les avocats, le secteur des paris et jeux, les commissionnaires en douanes, la profession des experts comptables et des comptables agréés ainsi que la profession des commissaires aux comptes». Il a été également question de l'adoption du « mécanisme proposé par le comité technique chargé de la mise en œuvre des feuilles de route de tous les secteurs concernés et de la nécessité d'accélérer la création de groupes de travail chargés des évaluations spécifiques des personnes morales et des associations à but non-lucratif ». Notons que lors de cette réunion, plusieurs thématiques ont été abordées. Il est question de l'examen des priorités fixées notamment de propositions

concernant « des mesures complémentaires pour atténuer les risques de blanchiment d'argent, et de financement et de lutte contre le terrorisme, afin de les soumettre à la Commission nationale pour approbation ». Les échanges ont également porté sur le déroulement des travaux du comité de coordination nationale pour la levée des réserves du groupe d'action financière (GAFI). Lors de cette réunion, « un exposé conjoint a été présenté par le coordonnateur national et le président de la cellule de traitement du renseignement financier sur l'état d'avancement des travaux du comité de coordination nationale, outre une intervention du chef de projet sur l'élaboration de propositions de feuilles de route pour les secteurs non prioritaires ». D'ailleurs concernant le groupe GAFI, l'Algérie, qui maintient une coopération proactive lui, poursuit ses efforts pour le renforcement de son cadre de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et ce, à travers plusieurs mesures mises en places.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

8.000 enseignants-chercheurs recrutés en 2023

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé, jeudi à Alger, que le secteur avait recruté 8.000 enseignants-chercheurs en 2023 et 1.725 maîtres-assistants au cours de l'année 2024, ce qui a permis d'améliorer l'encadrement pédagogique. "L'opération de recrutement au titre de l'année 2023 a concerné 8.000 enseignants-chercheurs à des postes permanents dans différentes spécialités scientifiques et littéraires, et au titre de l'année 2024, 1.725 maîtres-assistants ont été recrutés, ce qui a permis de réduire le taux national d'encadrement pédagogique", a précisé M. Baddari lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales. Concernant le recours de certaines universités à des enseignants vacataires pour garantir l'encadrement, le ministre a indiqué que ces enseignants étaient sollicités "qu'à titre exceptionnel", pour remplacer les enseignants en stages ou en congé maladie de longue durée. S'agissant du double diplôme, le ministre a rappelé que depuis l'année universitaire 2023-2024, des formations sanctionnées par un double diplôme avec un seul baccalauréat ont été introduites, une initiative qui a été élargie durant l'année universitaire en cours avec "l'habilitation de 13 nouvelles offres de formation dans 7 universités". Selon le ministre, ces efforts ont été renforcés par l'habilitation d'offres de formation pour préparer un diplôme universitaire à double compétence, ce qui permettra aux étudiants de suivre des formations dans plusieurs spécialités en même temps, et "d'acquérir des compétences à même de s'adapter aux exigences de l'évolution rapide des métiers". Par ailleurs, M. Baddari a évoqué le processus de numérisation dans le secteur, soulignant que les étudiants ont réussi à s'adapter à ce processus, notamment en ce qui concerne le choix des formations et des spécialités, ainsi que l'organisation de visites virtuelles aux établissements universitaires via la technique vidéo 360.

R.E.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

L'Algérie, un modèle pour l'Afrique

Par Mourad A.

Face aux conséquences du changement climatique et à une sécheresse persistante, l'Algérie a pris des mesures ambitieuses pour garantir son approvisionnement en eau potable. Dans cette optique, le pays a lancé des projets de dessalement de l'eau de mer qui visent à devenir une solution durable aux besoins croissants en ressources hydriques. Ces projets ne se contentent pas d'être de simples infrastructures ; ils incarnent un véritable engagement pour l'avenir et une réponse tangible aux défis du 21e siècle. Le bassin méditerranéen, dont fait partie l'Algérie, est l'une des régions les plus vulnérables au réchauffement climatique. La réduction des précipitations et l'expansion des zones arides menacent directement la sécurité hydrique. Face à cette situation, le gouvernement algérien, sous l'impulsion du président Abdelmadjid Tebboune, a adopté une stratégie nationale visant à diversifier les sources d'approvisionnement en eau, avec un accent particulier sur le dessalement. À ce jour, l'Algérie exploite 14 sta-

tions de dessalement et prévoit d'en inaugurer cinq autres dans les prochains mois. Ces installations, réparties sur le littoral, permettront de répondre à près de 42 % des besoins en eau potable du pays. Les investissements pour ces projets sont estimés entre 2,2 et 2,4 milliards de dollars, un montant qui atteint près de 5 milliards de dollars si l'on prend en compte les coûts de distribution. Un exemple marquant est la station de dessalement de Corso, située à Boumerdès, entrée en service en 2023 avec une capacité de 80 000 mètres cubes par jour, fournissant de l'eau potable à un million de personnes. Une autre caractéristique notable de ces projets est la réduction de la dépendance à l'égard des entreprises étrangères. Les nouvelles stations de dessalement sont conçues, construites et gérées par des équipes 100 % algériennes. La participation des bureaux d'études locaux, tels que le bureau technique STH, témoigne du savoir-faire national. Les équipements utilisés, incluant des systèmes de traitement et de contrôle électriques, sont issus des dernières technologies, garantissant une efficacité opti-

male. Selon El Houari Tigharsi, expert en économie, la diversification des sources d'approvisionnement en eau, via le dessalement, représente un levier stratégique pour la sécurité économique et sociale de l'Algérie. Lors de son intervention à la radio nationale, il a souligné que sans une gestion durable de cette ressource, des secteurs clés comme l'agriculture et l'industrie seraient menacés. Les projets actuels montrent la "volonté politique forte" de préparer le pays aux défis futurs. Le gouvernement algérien ne compte pas s'arrêter là. Entre 2025 et 2030, six nouvelles stations de dessalement, alimentées par énergie solaire, verront le jour, avec une capacité de production totale estimée à 5,4 millions de mètres cubes par jour. Ces installations permettront de couvrir 60 % des besoins nationaux en eau potable d'ici 2030. Les wilayas concernées par ces projets incluent Skikda, Jijel, TiziOuzou, Mostaganem, Chlef et Tlemcen. S'exprimant à la radio nationale, Zamiche Sofiane, directeur du développement à l'Agence Algérienne de l'Eau (AEC), a mis en avant l'importance de l'innovation technolo-

gique et de l'engagement des compétences locales pour le succès de ces projets. Il insiste également sur le fait que les stations de dessalement actuelles sont équipées de systèmes avancés de gestion environnementale, garantissant que les eaux rejetées en mer respectent des normes écologiques strictes. En investissant massivement dans le dessalement, l'Algérie se positionne comme un modèle à suivre en Afrique. Cette stratégie ne répond pas seulement aux besoins locaux, mais ouvre également des perspectives pour l'exportation de savoir-faire technologique et la coopération avec d'autres pays du continent confrontés à des problèmes similaires. Les experts s'accordent à affirmer que l'eau est un enjeu de sécurité crucial. En garantissant un accès durable à cette ressource vitale, l'Algérie renforce non seulement sa souveraineté, mais aussi sa capacité à soutenir son développement économique et social. Du simple approvisionnement des citoyens aux besoins des petites et moyennes entreprises, chaque goutte produite constitue un pas de plus vers un avenir plus sécurisé pour le pays.

OUARGLA
Plusieurs programmes d'habitat seront réceptionnés l'année prochaine

Le secteur de l'Habitat réceptionnera l'année prochaine plusieurs programmes de différentes formules de logement, susceptibles de répondre aux attentes des citoyens. Retenus dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à prendre en charge la demande de la population, parmi ces projets, en cours de concrétisation et actuellement à divers taux d'avancement de leurs chantiers, figure un programme de 2.400 logements de type public locatif (LPL), a fait savoir le directeur de l'Habitat de la wilaya, Fodil Benyounes. Ces efforts visant l'amélioration des conditions du citoyen ont donné lieu à la notification, via l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI), de 300 autres unités LPL pour la wilaya, en cours de réalisation dans la commune de Rouissat, ainsi qu'un projet de 50 unités du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS) et 660 logements promotionnels aidés (LPA) à la cité En-Nasr (périphérie d'Ouargla) et dans les communes de Sidi-Khouiled et Hassi-Benabdallah, actuellement à des taux d'avancement appréciables. Une tranche de 887 logements de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL-2) dans la commune de Sidi-Khouiled, a été relancée durant le 3ème trimestre de l'année courant, et a été finalisée et raccordée aux réseaux divers. Dans l'optique d'achever et de réceptionner les projets retenus pour la wilaya d'Ouargla, dont certains remontent à 2013, les responsables locaux s'emploient au suivi périodique des chantiers, incitant les entreprises réalisatrices à accélérer les travaux et renforcer les chantiers en main-d'œuvre et en moyens matériels, en plus de respecter les normes de réalisation, en vue de livrer les projets dans des délais ne dépassant pas les 12 mois. De nouveaux pôles urbains ont été délimités ces dernières années. Dans la wilaya d'Ouargla, dans le but de remédier au manque de logements et désengorger les grands centres urbains, en optant pour l'aménagement de nouvelles assiettes de terrains devant accueillir les différents programmes d'habitat

TIMIMOUN

Intenses efforts pour assurer la réussite de la saison du tourisme saharien

D'intenses efforts sont déployés pour assurer la réussite de la nouvelle saison du tourisme saharien dans la wilaya de Timimoun qui sera au rendez-vous d'une série de manifestations nationales et internationales rehaussées par la célébration du Nouvel An Amazigh 2975, prévu entre les 10 et 12 janvier prochain, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs.

Pour ce faire, les services de la wilaya entreprennent, en coordination avec les opérateurs touristiques, agences de tourisme et de voyages, d'autres acteurs concernés par les activités touristiques, d'intenses préparatifs pour réunir les conditions idoines permettant d'accueillir les flux de touristes nationaux et étrangers et offrir des prestations de qualité à la hauteur des invités de la région de Gourara. Plus de 30.000 touristes, dont près de 2.000 touristes de différentes nationalités étrangères, devront rallier l'Oasis-rouge (Timimoun) lors de l'actuelle saison touristique (2024-2025), selon les prévisions de la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) qui estiment que cette affluence est un indicateur positif à relancer la dynamique touristique, un des facteurs de développement socioéconomique dans la région. Plus de 25.000 touristes, dont 1.200 étrangers, ont convergé, depuis l'ouverture de la nouvelle saison du tourisme saharien, dans la région de Timimoun pour profiter d'un agréable séjour et apprécier le paysage naturel féérique de la région, dont les sites et vestiges disséminés à travers le territoire de l'Oasis-Rouge. Par souci de conférer à Timimoun la belle image touristique qui lui doit, le wali, Benamar Souana, a, lors de maintes sorties de terrain, mis l'accent sur la nécessité d'hâter la cadence de réalisation des projets d'aménagement urbain de la commune du chef lieu de la wilaya, le respect des normes de réalisation, en sus du lancement des campagnes de nettoyage avec la participation des différents secteurs en vue de redorer le blason de la ville à la satisfaction des visiteurs de la région.

Les manifestations culturelles et sportives, facteurs d'attrait touristique

La wilaya de Timimoun s'apprête à abriter de multiples manifestations à leur tête la

célébration du Nouvel An Amazigh, Yen-nayer 2975, les festivals culturels nationaux d'Ahellil et des cerfs-volants, a relevé le wali mettant, à l'occasion, en valeur ces activités dans la propulsion du tourisme saharien. Pour sa part, le président de l'association du tourisme durable de la wilaya, Tewfik-Boudraâ, a indiqué que ces activités multidisciplinaires devraient contribuer, concomitamment avec le lancement de la saison de tourisme saharien, d'octobre à fin avril prochain, à impulser le mouvement touristique dans la région. L'on relève, à ce titre, que les programmes des manifestations prévues à travers l'Oasis-rouge prévoient, entre-autres, des randonnées aux sites archéologiques et touristiques, des galas artistiques animées par des troupes folkloriques locales, en sus de la mise sur pied des expositions mettant à la disposition des touristes et visiteurs de la région une panoplie de chefs-d'œuvre et d'objets de souvenirs témoignant leur passage dans la région. Les opérateurs touristiques de la région entendent, au travers l'organisation des manifestations et festivals, drainer le plus grand nombre de touristes, en appui à l'inauguration de nouvelles dessertes aériennes internationales directes vers la destination de Timimoun. Ces démarches permettront, selon le vice-président de l'antenne régionale "Saoura" du syndicat national des agences de tourisme (SNAT), Mustapha Djebaïli, d'appuyer aussi bien le mouvement touristique que l'économie locale au travers la création des emplois permanents et saisonniers. A ces facteurs contribuant au développement du secteur du tourisme dans la région, vient s'ajouter les structures d'accueil touristiques à l'instar de l'hôtel "Gourara", relevant de la chaîne hôtelière d'Alger. Cette structure a assumé, en coordination avec les agences de tourisme et de voyages, un rôle prépondérant en termes d'accueil des touristes et des prestations touris-

tiques qualitatives offertes tant admirées par les clients.

"Gourara", une structure hôtelière modèle de haut-standing

Abondant dans ce sens, le directeur de l'hôtel "Gourara", Mohamed Belouandja, a affirmé que cet élan de flux touristique est le fruit des programmes concoctés par les agences de tourisme, en coordination avec les différents intervenants et partenaires du secteur, à la faveur de la projection de randonnées pédestres et mobiles, véhicules, quads et à montures, dromadaires notamment, pour rallier, au travers divers circuits déterminés, les sites archéologiques dont regorgent la région, dont les grottes d'Ighzer, Aghlad et Ksar Drâa. Mettant la main dans la pâte pour contribuer à la promotion de la destination touristique de Timimoun, l'établissement hôtelier "Gourara" n'a ménagé aucun effort pour offrir les meilleures prestations à la satisfaction des clients, dont des soirées artistiques en plein air, à la faveur de l'ambiance paisible. Dans l'optique de préserver ces services de qualités, cette structure hôtelière contribue également à la formation, en vertu de conventions avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, de la main-d'œuvre touristique qualifiée en réception, restauration et d'autres commodités nécessaires, a fait savoir le même responsable. Approchés par l'APS, de nombreux touristes se sont déclarés envoutés par la splendeur des sites naturels, touristiques et des installations touristiques que recèle l'Oasis-rouge lui conférant le label de destination touristique par excellence. La wilaya de Timimoun dispose, en matière d'installations touristiques, d'une quinzaine de structures, dont quatre hôtels, 11 camps, 11 agences de tourisme et de voyages, contribuant d'emblée, à la faveur des prestations offertes, à la promotion du produit touristique de la région.

À M'SILA ET OUARGLA

La Cnep-Banque ouvrira ce dimanche deux nouvelles agences

La CNEP-Banque ouvrira dimanche prochain deux nouvelles agences à M'sila et Ouargla, et ce dans le cadre de son programme visant à élargir sa présence et à répondre aux besoins de sa clientèle, a-t-elle indiqué jeudi dans un communiqué. Ces nouvelles agences, précise-t-on de

même source, "proposent une gamme riche de services bancaires adaptés aux besoins des particuliers, professionnels et entreprises. Elles offrent également des solutions de finance islamique, répondant ainsi aux attentes d'une clientèle à la recherche de services financiers conformes aux principes de la Charia".

Avec l'ouverture de ces deux nouvelles représentations, le réseau commercial de la CNEP-Banque compte désormais 226 agences, indique la banque publique, ce qui réaffirme "sa volonté de contribuer activement au développement économique des régions concernées".

Les origines bipartisanes de la nouvelle Guerre froide

Au début du siècle, il y avait un consensus sur le fait que les États-Unis devaient coopérer avec la Chine, plutôt que de lui faire concurrence. Mais à partir d’Obama, les présidents américains ont adopté l’idée d’arrêter la montée en puissance de la Chine, ouvrant ainsi la porte aux guerres commerciales et à l’intransigeance de Trump.

1^{ère} partie

Par Jacobin, Michael Brenes, Van Jackson

Le président Barack Obama et le président chinois Xi Jinping lors d’une réunion précédant la conférence de l’ONU sur le changement climatique COP 21, le 30 novembre 2015, au Bourget, en France. (Jim Watson / AFP via Getty Images)

En septembre 2015, le président Barack Obama s’est vanté d’une « plus grande prospérité et d’une plus grande sécurité – c’est ce que la coopération entre les États-Unis et la Chine peut apporter. » Mais deux ans plus tard, lorsque l’administration Trump a publié sa première stratégie de sécurité nationale, c’est la concurrence entre grandes puissances et la Chine – et non la coopération – qui guidait la politique étrangère des États-Unis. La stratégie du président Joe Biden était différente de celle de Trump, mais elle isolait également la Chine en tant que principale menace pour la sécurité nationale des États-Unis. Avec le retour de Trump à la Maison Blanche, il est certain que la rivalité avec la Chine continuera d’être au cœur de la politique étrangère américaine. Elle restera la principale justification d’un budget de la défense plus important et d’un État de sécurité nationale expansif dans un avenir prévisible.

Le monde du début des années 2000, dans lequel les relations entre les États-Unis et la Chine étaient envisagées avec espoir, semble aujourd’hui difficile à imaginer. Que s’est-il passé ? Comment la Chine est-elle passée en moins de dix ans du statut de partenaire économique à celui de menace existentielle pour les États-Unis ?

La réponse n’est pas réductible à la politique partisane. Si la faction néoconservatrice du Parti républicain considère la Chine comme une menace potentielle depuis l’époque de Mao Zedong, elle n’a eu que peu d’influence pendant les années Obama, période au cours de laquelle la politique actuelle des États-Unis à l’égard de la Chine trouve ses origines. Bien que la présidence Trump ait supervisé un ralentissement décisif des relations sino-américaines, les dirigeants du Pentagone promouvaient l’idée d’une « concurrence entre grandes puissances » en 2015. Pour certains responsables sous Obama, la Chine était le principal défi militaire de l’avenir dès 2010, l’année précédant l’annonce par la secrétaire d’État Hillary Clinton d’un « pivot vers l’Asie. »

Pour certains, les États-Unis et la Chine sont simplement deux empires qui s’affrontent sur la scène mondiale, une version d’un conflit qui dure depuis des millénaires. Mais l’examen de la situation économique générale suggère qu’il se passe quelque chose de plus compli-

qué. La rivalité sino-américaine a coïncidé avec une crise de l’accumulation du capital. Alors que les dividendes de la mondialisation néolibérale ont diminué et que la croissance mondiale stagne depuis 2008, la Chine et les États-Unis se sont tournés vers le nationalisme économique et la surenchère militaire. Les deux grandes puissances exploitent les avantages que leur confère leur position favorable dans le système mondial pour revendiquer une plus grande part d’un gâteau économique qui se rétrécit. Mais cette explication impérialiste ne rend pas compte de la manière dont la politique américaine à l’égard de la Chine s’inscrit dans l’histoire plus large de l’élaboration de la politique étrangère des États-Unis. Elle ne tient pas compte de la manière dont les élites nationales chargées de la sécurité ont réagi aux développements internes en Chine et dans le monde en se rabattant sur d’anciens schémas qui ont survécu à la Guerre froide.

En réalité, la stratégie américaine à l’égard de la Chine est motivée par la recherche intempestive de la primauté – une domination militaire et économique mondiale – dans des conditions matérielles qui ne le permettent pas. La stratégie américaine à l’égard de la Chine est motivée par la poursuite intempestive de la primauté – la domination militaire et économique mondiale – dans des conditions matérielles qui ne le permettent pas. Une grande stratégie américaine fondée sur la primauté présente trois caractéristiques majeures : elle exige un déséquilibre extrême des forces dans le système mondial en faveur des États-Unis ; elle considère les autres grandes puissances comme la principale menace pour l’État ; et elle insiste sur l’utilisation de la force pour contenir ou réduire les défis, même hypothétiques, à la suprématie des États-Unis.

La conduite de Washington à l’égard de la Chine s’inscrit dans ce cadre. Les élites américaines ont diversement décrit les relations entre les États-Unis et la Chine comme une lutte idéologique entre la démocratie et l’autocratie, un choc des civilisations et une lutte hégémonique pour le « leadership » de la planète. Chaque variante de cette histoire impose plusieurs exigences aux États-Unis : ils doivent dissuader la Chine d’envahir Taïwan (ce qui, selon les décideurs politiques, pourrait avoir lieu dès 2027) ; empêcher la Chine de faire des incursions dans le Sud global ; empêcher la Chine d’obtenir le contrôle maritime de la mer de Chine méridionale ; et faire en sorte qu’il soit impossible pour la Chine d’obtenir un avantage technologique sur les États-Unis. Le refus des États-Unis de s’attaquer à un monde en mutation a conduit à la confrontation, à la militarisation et à

l’exacerbation de l’ethnonationalisme des deux côtés du Pacifique.

L’ascension improbable de la Chine

L’émergence de la Chine en tant que puissance mondiale semblait une possibilité lointaine avant la fin de la Guerre froide. Jusqu’aux années 1980, la Chine était un pays pauvre et agraire. Les famines forcées pendant le Grand Bond en avant et les années de violents troubles politiques pendant la Révolution culturelle ont laissé le pays dans une situation économique précaire. La croissance du PIB a stagné dans les années 1960 et n’a que peu augmenté jusqu’à la mort de Mao en 1976.

« L’ouverture » de la Chine en 1972 sous la présidence de Richard Nixon a permis à la Chine de développer des liens économiques avec les États-Unis. Nixon a repris les relations avec la République populaire (RPC) pour des raisons géostratégiques, sous l’impulsion de responsables politiques qui considéraient la montée en puissance de la Chine à travers le prisme de la Guerre froide. Des liens économiques étroits avec les États-Unis permettraient d’éloigner la Chine de l’orbite soviétique (intensifiant ainsi la division sino-soviétique qui avait commencé dans les années 1950) et d’abattre le communisme. En ouvrant les marchés chinois aux investissements occidentaux, les Soviétiques devraient redoubler d’efforts en matière d’autarcie. Cette stratégie dépendait également d’un leadership chinois favorable aux marchés mondiaux. Le successeur de Mao, Deng Xiaoping, a mis en place une série de réformes capitalistes qui ont permis d’accroître les investissements chinois en Europe et aux États-Unis. Les efforts de la Chine pour éviter la « thérapie de choc » l’ont amenée à adopter un modèle de capitalisme planifié par l’État. La normalisation des relations entre les États-Unis et la Chine sous la présidence de Jimmy Carter, associée aux réformes de Deng, a renforcé l’accès de la Chine au commerce avec les États-Unis, l’Europe et le Japon, ce qui a permis à l’État communiste d’atteindre des taux de croissance annuels moyens de 9 % tout au long des années 1980.

Lorsque la Guerre froide a pris fin en 1991, les États-Unis sont devenus une superpuissance incontestée. Les décideurs américains pensaient que la Chine s’efforcerait de libéraliser son économie et sa politique, en s’intégrant confortablement dans l’imperium américain. George H. W. Bush, ambassadeur auprès de la RPC dans les années 1970, pensait que le commerce avec l’Occident donnerait naissance à une Chine plus démocratique. Le président Bill Clinton pensait lui aussi que la montée en puissance de la Chine était

un bienfait inexorable pour le monde. Lors de la campagne de 1992, il a tenu des propos très durs à l’égard de la Chine et s’est montré particulièrement critique à l’égard de son bilan en matière de droits humains. Une fois en fonction, cependant, il a suivi la ligne de ses prédécesseurs et s’est efforcé d’établir des relations conciliantes avec la République populaire. Les États-Unis ont renouvelé le statut de nation la plus favorisée pour la Chine et ont cherché à renforcer les liens économiques entre les deux pays, ce qui a magnifiquement réussi : les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine s’élevaient à 33,1 milliards de dollars lors de l’entrée en fonction de Clinton ; au cours de la dernière année de son mandat, ils avaient plus que triplé, atteignant 116,2 milliards de dollars.

George W. Bush s’est montré plus méfiant à l’égard de la Chine au cours des premiers mois de sa présidence, mais les attentats terroristes du 11 Septembre ont fait dérailler les efforts visant à adopter une approche plus sévère à l’égard de la Chine. Plutôt que de relancer la Guerre froide, Bush a qualifié la RPC et d’autres pays asiatiques de « partenaires importants dans la coalition mondiale contre le terrorisme. » Les États-Unis se sont même rendu complices de la surveillance, de la détention et de la répression du travail des Ouïghours musulmans du Xinjiang, qu’ils ont présenté comme une contribution à la « guerre contre le terrorisme. »

Néanmoins, tout en critiquant la manipulation du yuan par la Chine et en observant avec circonspection les avancées militaires et technologiques de la Chine, l’équipe de Bush envisageait un monde dans lequel la coopération diplomatique avec la RPC maintiendrait la primauté des États-Unis. Préoccupée par l’Irak, l’Afghanistan et une guerre plus large contre le terrorisme, l’administration Bush ne s’est pas trop préoccupée de la Chine. Lorsque l’administration Bush a quitté la Maison Blanche en 2009, le Conseil national de sécurité a averti que « l’interdépendance inextricable entre la croissance de la Chine et celle de l’économie mondiale exige une politique d’engagement. »

Mais la stratégie de primauté de l’Amérique dépendait du maintien d’un déséquilibre favorable du pouvoir qui évoluait inexorablement avec la montée en puissance de la Chine. Un rééquilibrage de la répartition du pouvoir mondial n’aurait pas eu d’importance si de nombreux décideurs politiques (des prophètes de malheur au Pentagone et dans les groupes de réflexion) n’avaient pas supposé que la Chine ne serait pas satisfaite d’accumuler du pouvoir économique sans une domination militaire proportionnelle.

(A suivre)

ÉMIRATS ARABES
UNIS
Population en
hausse

La population d'Abu Dhabi a dépassé les 3,8 millions d'habitants, en augmentation de 83% depuis 2011. Le recensement précise que 67% de la population est masculine, avec un âge médian de 33 ans. Il fait suite à un recensement à Sharjah qui enregistrait 1,8 millions d'habitants en mai 2023, et un autre à Dubaï qui annonçait 3,5 millions en avril 2022. La Banque Centrale des EAU (CBUAE) a maintenu sans surprise les taux d'intérêts, dans le sillage de la décision de la FED. La réserve fédérale américaine a en effet considéré que l'inflation ne diminuait pas assez pour justifier une coupe, d'autant que le marché de l'emploi aux Etats-Unis affiche une certaine résilience et diminue l'urgence d'une réduction des taux directeurs. Etant donné l'ancrage du dirham au dollar, la politique monétaire émirienne est directement liée à celle pratiquée par les Etats-Unis, afin de conserver le taux de change fixe entre les deux devises. Le taux overnight aux Emirats Arabes Unis s'élève donc toujours à 5,40%. Le fonds d'investissement britannique BrookfieldAsset Management va lever 5 milliards de dollars dans un nouveau fonds soutenu par les Emirats Arabes Unis, dont l'objectif est de faciliter la transition climatique dans les pays émergents. Ce fonds, le Catalytic Transition Fund (CTF), avait été annoncé lors de la COP28 à Dubaï en décembre 2023, et sera soutenu par un investissement d'1 milliard de dollars d'Altéra. Ce soutien par le fonds émirati aura une rémunération limitée, afin d'attirer d'autres investisseurs dans un projet conçu pour amener des ressources financières aux besoins de transition des pays émergents. Les économies émergentes ne représentent en effet que 15% des sommes associées à la finance verte, alors qu'elles représentent plus de 30% des émissions.

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN TUNISIE
**Un levier de progrès
économique, social et
environnemental**

L'économie circulaire est un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants, afin qu'ils conservent leur valeur le plus longtemps possible.

De cette façon, le cycle de vie des produits est étendu afin de réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets. Afin d'atteindre ces objectifs, l'économie circulaire se base sur un modèle en boucle destiné à valoriser les matières premières et les énergies durant tout le cycle de vie d'un produit dans une logique circulaire jusqu'à son élimination finale.

La capacité du modèle de l'économie circulaire à améliorer la rentabilité des entreprises n'est plus à démontrer pour les pays développés et industrialisés, qui ont épuisé leur marge d'optimisation des chaînes de valeur linéaires. Même les pays émergents, qui ont un grand potentiel de développement en modèle linéaire, ont à leur tour intégré le modèle circulaire, par exemple, la loi chinoise de 2008. Les acteurs devront également faire montre d'une réelle capacité à innover, dans les affaires, à créer de nouvelles approches du marché, à l'instar de Michelin ou de Airb'n'b.

Dans ce contexte, Habiba Nasraoui Ben M'rad, docteure en sciences économiques, chercheuse et enseignante universitaire à l'Esct UMA, nous a expliqué l'importance de ce sujet. En effet, l'économie circulaire est une vision systémique de l'économie,



et conçoit différemment toute la chaîne de valeur.

Valoriser les matières

A la différence de l'économie linéaire traditionnelle, l'économie circulaire privilégie les processus de production durables et écologiques. Ce modèle économique a pour objectif de limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement et donc l'empreinte environnementale. Ce

modèle favorise, entre autres, la durabilité du produit, lui-même fabriqué en optimisant la gestion des ressources. Afin d'atteindre ces objectifs, l'économie circulaire se base sur un modèle en boucle destiné à valoriser les matières premières et les énergies durant tout le cycle de vie d'un produit dans une logique circulaire jusqu'à son élimination finale.

«L'économie circulaire est un modèle de production et de consommation qui consiste à partager, réutiliser, réparer, rénover et recycler les produits et les matériaux existants, afin qu'ils conservent leur valeur le plus longtemps possible. De cette façon, le cycle de vie des produits est étendu afin de réduire l'utilisation de matières premières et la production de déchets. La transition vers l'économie circulaire reste un moteur de croissance économique, un levier de développement durable. La transition vers une économie circulaire présente de nombreux bienfaits aussi bien environnementaux qu'économiques ou sociaux, une moindre extraction des ressources naturelles lorsque la durée de vie des biens et des produits est plus longue, ce qui se traduit par la réduction des GES et donc la réduction de l'impact sur l'environnement», fait savoir la spécialiste.

EGYPTE

Le FMI débloque 1,2 milliard de dollars

Le Fonds monétaire international (FMI) et les autorités égyptiennes sont mis d'accord pour débloquent une nouvelle tranche d'aide de 1,2 milliards de dollars en faveur du pays. Ces fonds

font partie d'un accord de prêt que l'Egypte a signé avec le FMI et qui a été porté cette année de 3 à 8 milliards de dollars pour aider l'économie de ce pays. "Les autorités égyptiennes ont continué

à mettre en oeuvre des politiques clés pour préserver la stabilité macroéconomique, malgré les tensions régionales actuelles qui entraînent une forte baisse des recettes du canal de Suez", a

déclaré Ivanna Vladkova Holiar, la cheffe de la délégation du FMI en Egypte. Le déblocage de ce financement sera soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI.

EXPLOITATION PROCHAINE DE LA MINE DE TIRIS (MAURITANIE)
2,25 milliards \$ de revenus attendus

La compagnie australienne Aura Energy a annoncé l'augmentation des ressources minérales de son projet d'uranium Tiris, en Mauritanie, de 55 % pour atteindre 91,3 millions de livres d'uranium, en hausse par rapport aux 58,9 millions de livres d'uranium précédemment annoncés. Ce qui pourrait considérablement influencer la production attendue. La société a déclaré dans un communiqué diffusé le 12 juin dernier que le récent programme de forage de 15 262 m a généré une augmentation importante de 28,9 millions de livres d'uranium des ressources minérales du projet d'uranium Tiris East, totalisant 76,6 millions de livres d'uranium. Les ressources minérales comprennent les

zones des projets Tiris Est et Oum Ferkik. Avec cette nouvelle estimation, la production annuelle prévue pourrait atteindre environ 2 millions de livres d'uranium par an sur une période de 17 ans. Les revenus générés par cette production sont estimés à près de 2,25 milliards de dollars, une manne qui pourrait faire basculer l'économie mauritanienne dans une autre dimension. « L'augmentation des ressources à Tiris confirme notre point de vue selon lequel il s'agit d'une province uranifère importante avec une capacité de croissance supplémentaire. L'augmentation des ressources minérales soutiendra le financement et le développement du projet Tiris Uranium dans un avenir proche », a

déclaré Andrew Grove le premier PDG d'Aura Energy dans un communiqué. Les ressources minérales mesurées et indiquées ont augmenté de 35 %, ajoutant 10,3 millions de livres d'uranium et renforçant la confiance dans le calendrier de production de la conception technique initiale (FEED). « La minéralisation a été identifiée non seulement à partir d'anomalies radiométriques à haute résistance, mais également à partir de zones d'anomalies à faible résistance, augmentant considérablement le potentiel d'exploration de la zone, car ces anomalies de faible niveau ont été ignorées lors des explorations passées », a expliqué Groves. Il a ajouté que les résultats de forage et

l'augmentation des ressources minérales démontraient tous deux un potentiel de croissance futur important des ressources à Tiris grâce aux activités d'exploration en cours. La mise en production de la mine de Tiris marque une étape cruciale pour la Mauritanie, qui cherche à diversifier ses sources de revenus et à renforcer son secteur minier. La hausse des ressources minérales annoncée par Aura Energy vient renforcer les perspectives économiques et industrielles de ce projet. En effet, l'augmentation des ressources pourrait permettre à la Mauritanie de renforcer sa position sur le marché mondial de l'uranium, un marché crucial pour la production d'énergie nucléaire.

RDC

Le gouvernement financera seul la construction de la centrale hydroélectrique de Grand Katende

La construction de la centrale hydroélectrique de Grand Katende a été annoncée pour la première fois en 1960 et a connu de multiples retards et interruptions, mais Kinshasa semble désormais déterminé à le mener à bien, malgré les défis financiers.

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a pris la décision de financer seul la construction de la centrale hydroélectrique de Grand Katende d'une capacité de 64 MW. C'était lors du 27ème Conseil des ministres, tenu le 20 décembre dernier. Cette option a été adoptée face à l'impasse causée par l'absence de suite de l'Exim Bank de l'Inde concernant le déblocage des fonds promis. Initialement, le coût total du projet était évalué à 280 millions de dollars, avec un financement partagé de 168 millions de dollars pour l'Inde et le reste pour la RDC. Après plusieurs années de négociations, en juin 2023, l'Inde a annoncé l'ouverture d'une ligne de crédit de 180 millions de dollars pour accompagner le projet. Cependant, il semble que seulement une partie des fonds a été débloquée. Aucune communication officielle n'en a fait cas, mais dans le nouveau montage financier élaboré par le gouvernement, il est prévu que les revenus générés dès la première phase permettront de financer le service de la dette. Le mécanisme prévoit aussi des périodes de grâce pour la dette, permettant à la RDC de réinvestir les revenus de la première phase dans les phases suivantes.

De plus, le ministère des Finances a expliqué que cette approche permettra de démarrer rapidement les travaux tout en respectant les engagements financiers envers l'Inde. Techniquement, la nouvelle configuration organise le projet en trois phases, avec un mécanisme souple d'autofinancement prévu pour chaque étape. La première qui s'achèvera en 24 mois, permettra de produire 16 MW et de desservir les villes de Kananga, Mbuji-Mayi et Tshimbulu. Les phases suivantes ajouteront progressivement 32 MW puis encore 16 MW. « La RDC, ayant constaté que l'option de financement avec l'Exim Bank de l'Inde ne permettait pas de redémarrer immédiatement et d'achever ce projet dans un délai raisonnable, a choisi de le financer sur fonds propres. Cette option présente des avantages mieux adaptés et plus souples par rapport aux procédures liées aux accords de prêts », a déclaré Patrick Muyaya, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. La relance de la centrale hydroélectrique s'inscrit dans un programme plus large de modernisation des infrastructures et de relance économique au Kasai. Outre les milliers d'emplois prévus durant la construc-

tion, la centrale devrait stimuler l'activité économique locale et améliorer les conditions de vie des populations grâce à un accès accru à l'électricité. Il faut rappeler que le projet comprend la construction de la centrale et la mise en place d'une ligne électrique de 130 km reliant les localités de Kananga et de Mbuji-Mayi. Une ligne de 30 km est également prévue pour relier Kananga à Bukonde. Les travaux, entamés en 2011 sous la supervision de la société indienne LPCC, avaient été suspendus en 2015 suite à une décision de New Delhi. En 2021, un audit de l'avancement du projet a montré que seulement 55 % des travaux de génie civil étaient achevés et 75 % des équipements électriques acquis, « mais ils pourraient ne pas être en état d'être utilisés ». Une partie de ces matériaux, entreposés dans différentes villes du pays, a été endommagée ou dépouillée d'une partie de leurs composantes, compliquant davantage la reprise des travaux. Aucun calendrier n'a été annoncé pour la reprise effective des travaux ni pour la mise en exploitation des premiers 16 MW de la centrale hydroélectrique.

GHANA

Hausse de la production et des revenus sur les deux mines d'or d'Asante

Le canadien Asante Gold exploite les mines d'or Bibiani et Chirano au Ghana. Entre février et avril 2023, ses deux mines ont livré 51 372 onces et généré 97,26 millions de dollars de revenus. Un an plus tard, ces différents chiffres sont en hausse. Au Ghana, les deux mines d'or Bibiani et Chirano ont livré 53 379 onces pour la période de trois mois qui s'est achevée le 30 avril 2024, contre 51 372 onces un an plus tôt. Cette hausse de la production s'est accompagnée d'une augmentation de 17 % des revenus, indique le

propriétaire canadien des mines, Asante Gold, dans un communiqué du 17 juin. Selon les détails fournis, la production de Bibiani a baissé légèrement, passant de 20 001 onces au premier trimestre de l'exercice fiscal 2024 (février à avril 2023) à 19 183 pour la période correspondante de l'exercice fiscal 2025 (février à avril 2024). Cette baisse a été plus que compensée par la performance à Chirano. Cette mine a en effet 34 196 onces cette année, contre 31 371 onces l'année dernière. Pour rappel, Asante Gold vise une production de

110 à 120 000 onces d'or pour son exercice 2025 à Bibiani, et 165 000 à Chirano pour la même période. « Sous réserve de la réalisation de nos objectifs de financement, nous sommes en bonne voie pour mettre en œuvre notre plan visant à libérer le potentiel inexploité à l'échelle du district de Bibiani-Chirano, avec une production annuelle qui devrait atteindre près de 450 000 onces d'or au cours de l'exercice 2026 et plus de 500 000 onces d'or d'ici l'exercice 2029 », a ajouté Dave Anthony, PDG d'Asante.

CAMEROUN

21,5 millions \$ mobilisés avec l'AFD pour la phase 2 du programme CR1

Cameroun-France, le Contrat de désendettement et de développement vise à transformer une partie de la dette camerounaise envers l'Hexagone en financements pour des projets de développement. Le programme cible des secteurs comme la santé, le développement urbain, la justice, l'éducation l'agriculture et la sécurité. Le Cameroun a récemment signé avec

la France une convention de financement de 20 millions € (environ 13 milliards FCFA) pour la phase 2 du programme "Capitales régionales 1". Ce plan qui entre dans le cadre du "Contrat de désendettement et de développement" vise améliorer les conditions de vie des populations de Bertoua, Bafoussam et Garoua en renforçant l'urbanisme et l'attrait de ces villes. La 1ère phase avait mobi-

lisé 125 millions € (environ 82 milliards FCFA) toujours pour les mêmes villes. Dans un communiqué de l'Agence française de développement (AFD) relayé par Investir au Cameroun, on peut lire que la 2nde « permettra notamment des aménagements de marchés, la construction d'une gare routière à Bertoua, la réalisation de voiries complémentaires à celles réalisées en phase 1

à Bafoussam, et la construction de petits équipements d'accès à l'eau complémentaires à ceux réalisés en phase 1 à Garoua ». Débuté en 2006, le C2D a connu 3 phases, respectivement en 2006, 2011 et 2016, ciblant initialement l'amélioration des services de base et leur accès dans les villes de Yaoundé et Douala, avant de s'étendre aux capitales régionales dont Maroua et Bamenda.

TANZANIE

Ralentissement du secteur agricole en 2023

En Tanzanie, le secteur agricole contribue à hauteur de 24 % au PIB et emploie environ 66 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est majoritairement pluviale. En Tanzanie, le taux de croissance du secteur agricole s'est élevé à 3,3 % sur les 9 premiers mois de l'année 2023. C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport sur la « mise à jour de la situation économique » du pays publié le 12 mars dernier. Sur la même période, un an plus tôt, le

secteur affichait un taux de croissance de 3,8 %. Ce ralentissement de l'activité agricole est attribué aux précipitations irrégulières qui ont affecté les performances de l'appareil productif au cours de l'année, principalement en raison du phénomène climatique El Niño actif depuis juin 2023. D'après l'institution financière, la sécheresse induite par El Niño a pesé sur l'emblavure de certaines cultures réduisant ainsi la production de certaines denrées de bases. « Sur la période considérée, la production de riz, deuxième céréale cultivée

dans le pays après le maïs, a chuté de près de 9 % », peut-on lire dans le rapport. Plus largement, le bilan mitigé du secteur agricole en 2023, est à inscrire dans un contexte où le changement climatique prend de plus en plus d'ampleur dans le pays d'Afrique de l'Est. « En 2022, 4 des mois habituellement pluvieux en Tanzanie ont été classés parmi les 10 mois les plus secs des cinq dernières décennies, tandis que certaines régions ont connu de fortes pluies au cours de saisons normalement non pluvieuses », souligne la Banque mondiale.

CONGO

3,2 millions € pour connecter les administrations publiques

Le gouvernement congolais multiplie les initiatives pour accélérer la transformation numérique du pays. L'exécutif a lancé en avril dernier le déploiement du haut débit dans les universités publiques. Léon Juste Ibombo (photo, au centre), ministre congolais des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, a lancé le vendredi 14 juin les travaux de connexion des administrations publiques à l'Internet à haut débit à travers le pays. Les travaux ont été confiés à la société Sotracom. Ils devraient durer six mois et coûter 3,2 millions d'euros (3,5 millions USD). Le projet concerne, dans sa première phase, les ministères de l'Intérieur, des Postes et des Télécommunications, de la Santé, de la Justice, des Affaires sociales et de la Fonction publique. Il consistera notamment en l'installation de points d'accès Wifi et la mise en œuvre des services numériques. Dans la Fonction publique, le ministre s'attend notamment à l'amélioration de la connectivité des centres d'état civil, le renforcement du système intégré des faits d'état civil, la synchronisation efficace et une meilleure gestion des données civiles. « De façon similaire, la Santé et la Justice verront augmenter la connectivité des centres d'état civil, des hôpitaux, des tribunaux, ce qui assurera une gestion fluide et transparente des données », a-t-il ajouté. Le lancement de ce projet intervient deux mois après celui de déploiement du haut débit dans les universités publiques congolaises. Il s'inscrit dans le cadre du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) qui vise à augmenter l'accès des populations mal desservies au haut débit et à améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics adaptés grâce au numérique. Il est soutenu par la Banque mondiale qui le finance à hauteur de 100 millions \$. Le budget 2024 du programme a été arrêté à environ 64 millions \$. Pour rappel, le gouvernement congolais s'est fixé pour objectif de favoriser un accès équitable aux services numériques pour tous les citoyens à l'horizon 2025. « A un moment où le numérique devient un pilier essentiel de notre développement, les résultats attendus de ces travaux épousent bien évidemment la vision chère du président de la République, chef de l'Etat, celle de préparer l'entrée du Congo dans un futur numérique, inclusif et dynamique : la société de l'information », a déclaré M. Ibombo.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine la semaine sur une note maussade

La Bourse de New York a terminé la semaine en berne, les investisseurs procédant à des ajustements de positions avant la fin de l'année, dans un marché aux échanges réduits.

Le Dow Jones a chuté de 0,77%, l'indice Nasdaq a perdu 1,49% et l'indice élargi S&P 500 a lâché 1,11%. "La baisse d'aujourd'hui a pris les gens par surprise", a commenté auprès de l'AFP Steve Sosnick, d'Interactive Brokers, qui ajoute que "les ventes ont touché tous les secteurs" sans "qu'il n'y ait de catalyseur particulier". "Nous approchons de la fin de l'année, (des investisseurs) ont procédé à des ajustements de position de dernière minute", selon Peter Cardillo, de Spartan Capital. M. Sosnick a toutefois précisé que "la chute peut sembler plus brutale que d'habitude, en partie car les volumes d'échanges sont faibles" en cette période de fêtes. Cela peut entraîner une forte volatilité des indices, à la hausse comme à la baisse. La montée des taux obligataires a également pu "freiner le marché", a avancé M. Cardillo. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans

s'est tendu à 4,62%, contre 4,58% la veille en clôture. Le marché semble, dans tous les cas, être passé à côté d'un "Santa Claus rally" (rebond du Père Noël), la période des cinq dernières séances de l'année qui, en général, sourit aux investisseurs. Au tableau des valeurs, tous les principaux secteurs ont terminé dans le rouge et "les pertes des grandes capitalisations ont pesé sur l'ensemble du marché", a observé dans une note Patrick O'Hare, de Briefing.com. Les "Sept Magnifiques", le surnom donné aux grands noms du secteur technologique, ont tous reculé, à l'image d'Alphabet (-1,55%), Amazon (-1,45%), Nvidia (-2,09%), Tesla (-4,95%) ou Apple (-1,32%). Palantir (-3,73%) ou Super Micro Computer (-5,22%) ont aussi fait partie des titres ayant tiré les indices vers les bas. Les valeurs énergiques, qui étaient parvenues à garder la tête hors de l'eau en début de séance, ont été les moins touchées par le mouvement baissier du jour, à l'image d'ExxonMobil (-0,01%), de

Chevron (+0,01%), de ConocoPhillips (+0,03%) ou encore d'EOG Resources (+0,49%). Le bitcoin a poursuivi sa chute, entraînant les acteurs des cryptomonnaies comme MicroStrategy (-3,24%), Coinbase (-3,17%), Robinhood (-3,37%) et Riot Platforms (-4,85%). Vers 21H40, la star des monnaies numériques reculait de 1,21% à 94.535 dollars. Le géant agroalimentaire Lamb Weston, considéré comme le plus grand producteur de frites au monde a gagné du terrain (+2,63%) après avoir chuté de plus de 20% la semaine dernière suite à la

publication d'une perte surprise et l'abaissement drastique de ses prévisions annuelles. Le géant japonais de l'automobile Honda a avancé de 1,37%, toujours poussé par l'ouverture en début de semaine de négociations sur une possible fusion avec son compatriote Nissan. Leur objectif est d'associer leurs forces pour négocier le virage stratégique de l'électrique, dominé par l'Américain Tesla et les groupes chinois, BYD en tête.

MARCHÉS MONDIAUX

Wall Street s'enfonce, l'Europe dans le vert

Les Bourses européennes ont terminé dans le vert alors que Wall Street recule fortement vendredi, au cours d'une séance marquée par de faibles volumes d'échanges. Après deux jours de fermeture pour Noël, la Bourse de Paris a fini en nette hausse de 1,00%, comme Milan de 1,25%. Francfort a gagné 0,68% et Londres 0,16%. Le tableau est plus morose à Wall Street, où les principaux indices sont à la baisse. A 17H30 GMT, le Dow Jones reculait de 1,08%, le S&P 500 de 1,50%, et le Nasdaq, a forte coloration technologique, chutait de 2,08%. Cela peut entraîner une forte volatilité des indices, à la hausse comme à la baisse. La semaine dernière, la Réserve fédérale américaine (Fed), très suivie, a baissé une troisième fois ses taux directeurs d'un quart de point. La Banque centrale européenne a également procédé à une même baisse. Les

cours du pétrole sont en hausse vendredi, avec toutefois peu d'activité sur les marchés. Vers 17H15 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, prenait 0,82% à 73,86 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 0,93% à 70,27 dollars. Ces éléments pèsent aussi sur les dettes européennes. Le taux d'emprunt à échéance dix ans de l'Etat français s'est tendu vendredi, passant à 3,21% contre 3,14% jeudi. Son équivalent allemand s'établissait à 2,39% contre 2,32% la veille. Le bitcoin reculait à 94.080 dollars. L'annonce de la dissolution du Parlement allemand par le président Frank-Walter Steinmeier n'a pas fait bouger l'euro. La monnaie unique était stable par rapport au billet vert (-0,06%) à 1,0416 dollar pour un euro à 17H15 GMT.

ELLE A FINI EN HAUSSE DE 1%

La Bourse de Paris guette la nouvelle année

La Bourse de Paris a terminé en nette hausse vendredi dans une séance calme qui ponctue une semaine tronquée par les congés de Noël. Le CAC 40 a gagné 1,00% à 7.355,37 points après deux jours de fermeture. Mardi, lors d'une demi-séance, il avait terminé en hausse de 0,14% à 7.282,69 points. Sur l'ensemble de cette semaine découpée, le CAC 40 a repris 1,11%. La Bourse de Paris sera de nou-

veau close mardi après-midi et mercredi, pour le Nouvel an. Sur les marchés d'actions comme d'obligations, la volatilité a été très forte pendant la séance en raison "de volumes extrêmement faibles" échangés, indique Aurélien Buffault, gérant obligataire de Delubac AM interrogé par l'AFP. Le taux d'emprunt à échéance dix ans de l'Etat français s'est tendu vendredi, passant à 3,21% contre 3,14% à la dernière clôture.

Son équivalent allemand s'établissait à 2,39% contre 2,32%. L'augmentation des taux d'intérêts entraîne une baisse de la valeur des obligations déjà émises: la dette de l'Etat français ici. "La grande déception provient du fait que le gouvernement actuel est très proche de l'ancien" aux yeux des investisseurs étrangers, qui détiennent plus de la moitié de la dette tricolore, explique Aurélien Buffault. Pour lui, il y a aussi un "effet de

rattrapage" dû au fait que le marché de la dette en Europe était inactif jeudi, contrairement à celui des Etats-Unis qui était ouvert. Véritable baromètre de la confiance des investisseurs vis-à-vis de la France, l'écart entre les deux taux allemand et français, appelé "spread", a atteint 0,82 point de pourcentage, dépassant le niveau symbolique atteint en juin (0,81), au moment de la dissolution du Parlement qui avait dérouté les investis-

seurs. Il s'établissait à 0,80 point à la clôture vendredi. "Ce spread traduit une incertitude qui demeure et va demeurer assez longtemps, puisque la tendance actuelle peut prendre des années à être renversée", complète M. Buffault. Les investisseurs scrutent l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche le 20 janvier pour commencer à lever les incertitudes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 26 Décembre 2024 Valeur : 30 Décembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.5321	135.5471
1	EUR	EURO		140.9127	140.9419
1	GBP	POUND STERLING		169.7759	169.8798
100	JPY	JAPANESE YEN		86.1123	86.1273
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5681	18.5704
1	CHF	SWISS FRANC		150.6080	150.6414
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.2177	94.2608
1	DKK	DANISH KRONE		18.8882	18.8916
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2144	12.2197
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		11.9182	11.9223
1	AED	UAE DIRHAM		36.8955	36.9067
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.0842	36.0978
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.6111	439.9451
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.2229	42.6472
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4725	13.4740
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4902	27.6311
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.4054	3.4160
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.7539	176.7539

BREXIT

L'excédent commercial de la France avec le Royaume-Uni s'est dégradé de 20% en cinq ans

Le solde commercial s'est réduit de 2,5 milliards d'euros entre 2018, année prise comme référence avant le Brexit et la crise du Covid, et 2023, pour s'établir à 9,6 milliards d'euros.

L'excédent commercial de la France avec le Royaume-Uni a chuté de près de 20% entre 2018 et 2023, selon une étude de la direction générale des douanes publiée vendredi, qui attribue "la majeure partie de la dégradation" à un changement de comptabilité lié au Brexit. Le solde commercial s'est réduit de 2,5 milliards d'euros entre 2018, année prise comme référence avant le Brexit et la crise du Covid, et 2023, pour s'établir à 9,6 milliards d'euros. L'excédent commercial vis-à-vis du Royaume-Uni est resté le premier excédent commercial enregistré par la France dans le monde, en 2018 comme en 2023. La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) le 31 janvier 2020, puis du territoire douanier l'année suivante, a contraint la plupart des entreprises européennes importatrices de produits britanniques à payer des droits de douanes. Par conséquent, de nombreux biens traversent la Manche pour

être "dédouanés" en France avant d'être réexportés vers un autre pays de l'UE. C'est ce que les experts appellent des "flux de quasi-transit à l'importation". "L'apparition de ces flux commerciaux de quasi-transit, non comptabilisés avant le Brexit, accroît les importations originaires du Royaume-Uni, et peut expliquer la majeure partie de la dégradation du solde", estime le rapport. Sur l'ensemble des produits échangés, les importations (+5,5 milliards d'euros) ont augmenté plus vite que les exportations (+3,0 milliards d'euros).

Le Royaume-Uni davantage tourné vers les pays hors-UE

Cet effet "hub" de la France, conjugué au "dynamisme" des importations d'agneaux, de saumons et de cheddar britanniques, a particulièrement pesé sur le solde des industries agroalimentaires, étaye l'étude. Le solde des produits manufacturés a également souffert,

lesté par des exportations françaises de bijouterie et de joaillerie en berne. En revanche, les secteurs des matériels de transport - principalement l'aéronautique et l'automobile - et des machines ont surnagé, portés par les ventes françaises d'avions, de turboréacteurs, de voitures et de camions. Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte où Londres a réorienté ses échanges commerciaux vers des pays à l'extérieur de l'UE. "Globalement les échanges extérieurs ont perdu en intensité entre le Royaume-Uni d'une part et l'Union européenne (UE) d'autre part. Depuis le Brexit, le Royaume-Uni est davantage tourné vers le reste du monde", décrit le rapport. La part de l'UE dans les importations du Royaume-Uni a baissé de 52 à 40% en cinq ans, alors que celle de la Chine et des États-Unis ont toutes les deux progressé, de 9% à 13% pour Pékin et de 9% à 12% pour Washington.

BRÉSIL

Baisse du taux de chômage à 6,1%

Le taux de chômage a poursuivi sa baisse au Brésil, à 6,1% sur la période allant de septembre à novembre, au plus bas depuis 12 ans, selon les chiffres officiels publiés vendredi. "L'expansion du marché du travail au Brésil est en passe d'enregistrer des records sur l'année 2024", explique Adriana Beringuy, coordinatrice de recherches de l'Institut de statistiques IBGE, citée dans un communiqué. Il s'agit de la huitième baisse consécutive du taux de chômage de la première écono-

mie d'Amérique Latine, qui a commencé à être calculé en trimestre glissants par l'IBGE en 2012. Ce taux avait déjà été le plus bas de cette série statistique sur la période août-octobre, quand il avait atteint 6,2%. Le Brésil comptait 6,8 millions de personnes à la recherche d'un emploi au cours du trimestre septembre-novembre, soit 1,4 million de moins que l'an dernier sur la même période. Le taux de chômage a baissé d'1,4 point de pourcentage en un an et la population active a atteint 103,9 millions de

personnes. La part de cette population active travaillant dans le secteur informel a légèrement baissé, à 38,7%, contre 39,2% sur la période septembre-novembre 2023. "Nous avons encore d'énormes défis à relever. Mais l'économie brésilienne est forte et elle continue de croître", a affirmé le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva lors d'une allocution télévisée lundi. Le Brésil a connu une croissance de 0,9% au troisième trimestre et devrait terminer l'année sur une progression

de plus de 3% de son produit intérieur brut (PIB). Le revenu mensuel moyen des travailleurs brésiliens s'est élevé à 3.285 réais (environ 505 euros au taux de change actuel) sur la période septembre-novembre, soit une augmentation de 3,4% sur un an. Une hausse toutefois nettement inférieure à l'inflation, qui a atteint 4,87% sur 12 mois en novembre, au-dessus de l'objectif visé par la banque centrale et le gouvernement, une fourchette entre 1,5% et 4,5%.

CHINE

Pékin lance une enquête sur le Bœuf

L'enquête devrait durer huit mois mais peut être prolongée, explique le ministère du commerce chinois, précisant que les échanges commerciaux ne seront pas affectés pendant la période d'enquête. Le ministère du commerce de la Chine a lancé vendredi une enquête sur les importations de bœuf, à la demande des représentants de son industrie nationale en difficulté, a-t-il annoncé. Le prix du bœuf en Chine a eu tendance à baisser ces dernières années, en raison, selon les analystes, d'une surproduction alors que la consumma-

tion est pénalisée par le ralentissement de la deuxième économie mondiale. Parallèlement, les importations ont augmenté, en provenance notamment du Brésil, d'Argentine et d'Australie, pour lesquels la Chine est un marché extrêmement important.

Hausse des importations de 65% entre 2019 et 2023

Selon les associations professionnelles chinoises, la forte augmentation des importations de bœuf au cours des dernières années "a eu un impact né-

gatif important sur l'industrie nationale", a expliqué le ministère du Commerce dans un communiqué. Les importations de bœuf ont augmenté de 65% entre 2019 et 2023, affirment les producteurs, selon le ministère. L'enquête débute vendredi et devrait durer huit mois, mais peut être prolongée, explique le ministère, précisant que les échanges commerciaux ne seront pas affectés pendant la période d'enquête. Le Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine, a affirmé dans un communiqué qu'il n'allait pas "en prin-

cipe, prendre de quelconque mesure préliminaire" après avoir "pris note" de l'ouverture de cette enquête. Le ministère brésilien des Affaires étrangères a par ailleurs assuré que le gouvernement allait "démontrer ces prochains mois que la viande brésilienne exportée en Chine ne porterait aucune préjudice à l'industrie chinoise, étant au contraire un important facteur de complémentarité de la production locale chinoise". La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil et la première destination de ses exportations de bœuf.

HUILE D'OLIVE, LAIT ET CÉRÉALES EN EUROPE

Comment les prix des denrées alimentaires ont fluctué en 2024

Après la flambée des prix des denrées alimentaires en 2021 et 2022, plus de cinq produits alimentaires essentiels ont vu leur prix baisser en 2024, notamment le lait et les céréales. En 2024, les prix des produits agricoles dans l'Union européenne ont connu une légère baisse de 2 % par rapport à 2023. Cette baisse des prix fait suite à de fortes augmentations en 2021 et 2022, dues à la pandémie de COVID-19, à des conditions météorologiques extrêmes et à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Malgré une hausse des prix de l'huile d'olive en 2024, les prix des céréales ont baissé de 15 %, ceux des œufs de 8 % et ceux des légumes et des produits horticoles de 2 %. Les prix du porc et de la volaille ont également diminué de 7 % et 8 % respectivement. Selon les chiffres d'Eurostat, les prix du lait ont diminué dans 16 pays de l'UE en 2024. La baisse la plus forte a été enregistrée en Finlande avec une chute des prix de 12 %, suivie par le Portugal avec 10 % et l'Espagne avec 8 %. En revanche, la plus forte augmentation a été enregistrée en Irlande avec une hausse des prix de 15 %, suivie de la Lituanie avec 11 % et de la Lettonie avec 10 %. En ce qui concerne la production, le coût des semences et des services vétérinaires a augmenté de 3 %. En revanche, les prix des engrais et amendements ont chuté de 18 %, ceux des aliments pour animaux de 11 % et ceux des produits phytopharmaceutiques et des pesticides de 2 %. Après une année au cours de laquelle les agriculteurs ont régulièrement protesté, la Commission européenne a présenté une initiative visant à garantir qu'ils reçoivent une compensation équitable et qu'ils ne soient plus contraints de vendre leurs produits à des prix inférieurs aux coûts de production. Les mesures proposées comprennent des contrats écrits obligatoires qui obligent les acheteurs à définir clairement les conditions clés telles que le prix, la quantité et les délais de livraison, en tenant compte des conditions du marché et des fluctuations des coûts.

Le plus gros fabricant chinois de batteries dévoile un châssis pouvant encaisser de gros chocs

Après les batteries, le leader chinois CATL se lance désormais dans la fabrication de châssis tout prêts pour des constructeurs automobiles qui voudraient éviter cette partie coûteuse du développement.

Vous aviez peut-être déjà entendu parler de CATL, le fabricant chinois de batteries, leader mondial et connu pour fournir de nombreux constructeurs automobiles pour leurs véhicules électriques. Mais la maîtrise acquise par CATL dans le domaine des batteries lui permet aujourd'hui d'envisager autre chose : une intégration plus poussée des cellules dans un châssis. Une plateforme que développe désormais CATL en interne, comme pour prouver aux grands noms de l'automobile que les Chinois n'ont plus besoin des Occidentaux pour concevoir et produire des châssis. Une étape importante, d'autant plus que les capacités de la plateforme "Bedrock" de CATL aurait de grandes prétentions : prendre un choc à haute vitesse sans que la batterie ne prenne feu ou n'explose. Et l'on sait à quel point les incendies de véhicules électriques sont complexes à contenir, notamment en cas de choc mettant à l'air l'électrolyte de la batterie.

Jusqu'à 120 km/h

CATL annonce qu'il s'agit d'une première mondiale en matière de sécurité passive pour une plateforme de type "skateboard". Ce terme désigne des bases "plates" dans laquelle la batterie est intégrée plus ou moins complètement. Ici, CATL a fait le choix de l'intégration complète en "cell to chassis", avec des cellules réparties convenablement dans la structure pour améliorer le poids, la répartition des masses et la rigidité. Évidemment, le gros inconvénient de cette configuration est l'immense difficulté



pour réparer les cellules défectueuses, à l'inverse d'un gros bloc de batterie intégré plus basiquement dans le plancher du véhicule. Mais il fallait visiblement bien cela pour atteindre les prouesses avancées par CATL : le châssis Bedrock serait capable de résister à des chocs allant jusqu'à 120 km/h en frontal, sans que l'intégrité de la batterie ne soit remise en cause. À cette vitesse, la force de l'impact est 21 fois plus grande qu'à la vitesse qui sert de

crash-tests à un organisme comme Euro NCAP. "Pour répondre aux problèmes courants de l'industrie que sont les investissements élevés, les longs cycles de développement et l'itération accélérée des produits, le châssis Bedrock intègre trois caractéristiques essentielles : l'intégration interne, le découplage du châssis de la partie supérieure de la carrosserie et l'ouverture externe. Le temps nécessaire à la production en série d'un véhicule est

réduit des 36 mois traditionnels ou plus à 12 à 18 mois." Nous verrons bien dans un futur proche si certains constructeurs hors de Chine optent pour le châssis Bedrock, qui ne permet pas d'hybridation puisqu'il est pensé uniquement pour un véhicule 100% électrique. En tout cas, la marque Avatr a d'ores et déjà annoncé la signature d'un accord pour l'utilisation de cette base sur ses prochains véhicules.

CLIMATISATION

Pourquoi il faut la faire fonctionner dans votre voiture même en hiver



Présente dans la quasi-totalité des voitures actuelles, la climatisation peut sembler surtout utile lors des grandes chaleurs estivales. Mais il est pourtant important d'éviter de la laisser à l'arrêt pendant toute la période hivernale. Longtemps réservée aux modèles haut de gamme, la climatisation s'est bien démocratisée ces dernières années. Même si elle demeure option-

nelle sur une Dacia Sandero de base, elle est de série sur les Renault Clio ou Peugeot 208. Sur les segments supérieurs, elle a même le plus souvent tendance à être automatique. Mais beaucoup d'automobilistes n'ont pas forcément été formés à son utilisation. Certains pensent ainsi qu'il ne faut s'en servir que lors des fortes chaleurs, et la laisser au repos le reste du temps. Or c'est une

très mauvaise idée. Pour diverses raisons, la climatisation doit bien fonctionner tout au long de l'année, sans période d'inactivité trop prolongée

Votre meilleur allié face à la buée

L'air conditionné n'agit pas seulement sur la température. Il permet également de réduire la teneur en humidité

dans l'habitacle. Il sera donc plus efficace que le chauffage pour lutter contre un des fléaux les plus redoutables de la saison froide : la buée. Sous réserve qu'elle soit en bon état, la climatisation vous aidera ainsi à profiter d'une visibilité optimale tout au long de trajet. Fini les tentatives hasardeuses pour faire disparaître la condensation qui se forme sur les vitres avec un chiffon ou avec la paume de votre main, parfois au mépris de la sécurité. Cette atmosphère moins humide sera également bénéfique pour le confort des occupants, voire leur santé... à condition de conserver une température ni trop froide, ni trop chaude et de ne pas diriger le flux d'air sur des parties exposées de votre corps. Les bons réglages seront évidemment plus simples à trouver avec une climatisation automatique, même s'il subsiste des variations d'un modèle à l'autre. Sur les voitures de marque chinoise, par exemple, comme le récent SUV hybride rechargeable Seal U DM-i, la température obtenue est bien inférieure à celle qui est affichée...

Une nécessité pour la fiabilité

Vous faites partie des personnes réfractaires à l'air conditionné, pour diverses raisons, et ces arguments ne vous ont pas convaincu ? Un autre point pourrait vous faire changer d'avis. Si vous laissez votre climatisation coupée trop longtemps, vous risquez de subir des réparations onéreuses à terme. Le système a en effet besoin de tourner régulièrement pour rester en bon état de marche. Cela garantit que tous ses composants restent bien lubrifiés, à commencer par le compresseur. Cette pièce cruciale, qui peut parfois coûter plus de 1 000 €, pourra ainsi éviter de se retrouver grippée. Cela permet aussi de limiter la formation de micro-organismes dans les conduits d'aération du véhicule, avec le risque de mauvaises odeurs qui l'accompagne. Faire fonctionner la climatisation au moins deux fois par mois toute l'année est donc vivement recommandé. Mais attention, cette utilisation doit durer au minimum dix minutes sous peine de se montrer contre-productive.

Les 8 causes d'échec de projets de transformation numérique

Une communication inefficace, des stratégies data qui font fausse route, des facteurs humains insuffisamment pris en compte. Voici quelques-unes des raisons expliquant l'échec ou l'essoufflement de certaines transformations numériques.

2^e partie et fin



« J'ai travaillé dans une organisation où un groupe de managers a pensé que ce serait une bonne idée de créer une application, se souvient Evan Huston. Il s'agissait au départ d'un hackathon, et quelques personnes l'ont poursuivi en raison de la passion qui l'entourait. Mais l'idée n'a jamais suscité l'intérêt d'un dirigeant en particulier et, en fin de compte, l'application a été mise hors service. » Selon Evan Huston, il est nécessaire d'associer un sponsor exécutif à chaque initiative au cours du cycle de planification annuel. Cela signifie qu'il faut avoir « une seule personne qui assume la responsabilité du projet », ajoute-t-il. « Si personne n'est prêt à parrainer le projet, il faut l'abandonner, car cela signifie que le reste de l'équipe dirigeante ne fait que soutenir passivement l'effort. » Pour Michael Corrigan, de World Insurance, la réussite passe par un leadership efficace et un engagement de la part des dirigeants métiers et IT. « Le métier doit comprendre le champ d'application et accepter les délais, les résultats attendus et les coûts. Si l'un de ces trois éléments est sujet à polémique, il sera très difficile de mener à bien le projet ». En effet, l'informatique fournira des livrables ne correspondant pas aux besoins, aura un financement insuffisant - ou excessif - et trop de temps si aucune échéance claire n'a été fixée. « Nous voyons beaucoup de projets échouer parce que nous essayons de les réaliser de la manière la moins coûteuse possible, explique le DSI. Mais il y en a tout autant qui échouent parce qu'il n'y a pas de calendrier établi et que l'on ne communique pas continuellement sur l'état

d'avancement des livrables et sur les parties prenantes au sein des métiers. »

6) Une communication inefficace

Cela peut sembler élémentaire de nos jours, mais de nombreuses organisations ne promeuvent toujours pas la valeur d'une communication claire tout au long de leurs initiatives numériques. Dans certains cas, ce manque de communication signifie que le « Go Live » d'un projet est associé à une condition mal définie ou subjective, observe Ranjit Varughse de Wesco Group. Pour réussir, il est essentiel de définir clairement les conditions de ce « Go Live » afin de mener à bien un cycle de transformation complet. « Créez un calendrier pour l'après-mise en oeuvre afin de définir des conditions claires au premier, au trentième, au soixantième et au quatre-vingt-dixième jour », conseille le DSI. Exemple : « le premier jour, je peux expédier des produits. Si le produit ne peut pas être expédié, le Go Live n'existe pas. Un tableau de bord de ces processus critiques, accessible à toutes les équipes, élimine la subjectivité et évite tout risque pour le résultat. » Megan Williams, de TransUnion, souligne que les échecs sont souvent dus au fait que l'on essaie d'en faire trop, trop vite. « Les parties prenantes, les dirigeants et les clients attendent des résultats rapides qui prouvent que les efforts déployés valent l'investissement, explique-t-elle. Mais les initiatives de cette taille et de cette portée ne peuvent être mises en oeuvre du jour au lendemain. C'est là que la communication entre en jeu : il est essentiel que les responsables technologiques trouvent un équilibre entre la satisfaction des parties prenantes et les progrès accomplis, tout en

s'organisant autour de la livraison des solutions attendues et de la communication des avancées de l'initiative avec ces parties prenantes, explique la responsable de TransUnion. « Les équipes doivent comprendre les avantages de la transformation et bénéficier d'une communication cohérente sur les progrès et les décisions clés », explique Kumud Kokal (Farmer's Business Network). Comme d'autres, il affirme que le fait d'ignorer la gestion du changement, en particulier le facteur « Qu'est-ce que j'y gagne ? », peut également compromettre le succès d'une initiative.

7) L'absence de cadre de gouvernance

Michael Corrigan (World Insurance) énumère tous les pièges liés à l'absence de cadre de gouvernance : pas de définition claire de la portée du projet, pas d'exigences, pas de responsable désigné pour les métriques, pas de calendrier prévu et pas de transparence sur les coûts. L'existence d'un cadre de gouvernance au début d'un projet aidera les services IT à gérer les risques et à s'assurer que l'initiative ciblera bien le problème que l'entreprise cherche à résoudre, à condition que « la vision, les responsabilités et les objectifs soient clairement définis », souligne le DSI. Les projets peuvent également souffrir si la sécurité n'est pas priorisée et intégrée dès le départ. Souvent, l'accent est mis sur le potentiel des nouvelles technologies plutôt que sur la mise en place d'un framework de sécurité solide. Ce qui augmente la probabilité que des vulnérabilités apparaissent au fil du temps.

8) Avoir des idées préconçues sur son marché

Les transformations numériques ont une durée de vie courte, souligne Ranjit

Varughse (Wesco Group) : « si une organisation s'enlise dans une gouvernance excessive et de multiples phases d'approbation des projets, cela peut entraver leurs progrès à long terme. » À l'instar de Megan Williams (TransUnion), il estime important de montrer constamment les améliorations aux clients. « S'ils ne voient pas d'avancées régulières, ils risquent de passer à autre chose, de se tourner vers le prochain projet techno enthousiasmant ». Pour Ranjit Varughse, les entreprises doivent aussi « s'engager de manière significative auprès des jeunes, comprendre leurs besoins et rester à l'avant-garde en termes de tendances et de préférences. Nous savons qu'ils nous mettent constamment au défi de trouver le prochain produit innovant, et nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de les décevoir ». Avant de lancer une initiative numérique, observez comment vos collaborateurs travaillent, conseille Mark Wei de PropertySensor : « il ne s'agit pas de savoir comment ils devraient travailler, ni comment vos consultants pensent qu'ils travaillent, mais de connaître leurs véritables habitudes quotidiennes », insiste-t-il. « La meilleure technologie améliore les comportements existants plutôt que d'en imposer de nouveaux. » La résistance du secteur immobilier à la transformation numérique n'est pas de l'entêtement, mais un instinct de survie, affirme-t-il. « Dans un domaine où un détail oublié peut coûter des millions, les gens s'en tiennent à ce qui fonctionne. Nos transformations réussies se sont produites lorsque nous avons respecté cette réalité au lieu de la combattre », dit Mark Wei. « Et je pense que cette devise s'applique parfaitement à de nombreux autres secteurs d'activité. »

Mots fléchés

Camelot		Arbrisseau du Brésil		Braillais		Soutien		Tartuferie		Déesse de la musique		Surveillance	
Associations d'artisans						A la porte de la Camargue				Drame japonais		Amas	
Domaine		Astre brillant		Marchera				Butte naturelle					
				Moqueur				Coiffure papale					
										Il en existe à l'opéra			
Mammifère marin										Légumineuse			
Petit technicien							Opinions						Malheur
			Celui de Douaumont est poignant				Précieux						
												Sésame	
Possessif					Séparation	Beaucoup					Calcium		
Grand froid						Chagrina					Petit if		
				Infidèle						Echassier			
										Arrose Strasbourg			
Union Européenne				Qui						Prénom féminin			
Métal précieux				Madras				Arbre à caoutchouc					
			Mégère										
			Vainqueur de Trafalgar					Femme sans nombril				Mois estival	
Grand oiseau	Patriarche biblique				Baie jaune		Avançai						
	Troupes de chiens						Fille de la belle-soeur						
				Prénom anglais				Sucre simple		De bonne heure			
				Mer d'Europe									
Troisième personne du pluriel						Atome				Obtenu			
						Palmier grimpant				Couleur de l'amour, de la passion			
Utilisatrices											Habitant notre planète		Cité engloutie
Rideau									Divertissements				
					Félidé							Révérons	
					Sélections								
Doit de l'argent								Rivières sahariennes					
Numéro un													
		Monnaie bulgare		Vient de rire			Désenchanté						Crochet de boucher
				Mit bas									
Bas peuples	Étendue d'eau		Boisson				Pieu aiguisé	Griffe					
			Lieu dansant					Regardé					
						Ride				Île grecque			
						Marche				Id est			
Contraire de amont													
Langue du midi					Fripouilles								
		Préfecture de la Mayenne						Raisonnable					

7 morts et 461 blessés en 48 heures

Sept personnes sont décédées et 461 autres ont été blessées, dans des accidents de la route, enregistrés au cours des dernières 48 heures, à travers plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Adrar avec 02 personnes décédées et 09 autres blessées suite à une collision entre 3 véhicules, survenue sur la route Kasr Touki, dans la commune Tamantite. La Protection civile est intervenue, également, pour prodiguer des soins de première urgence à 49 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone CO, émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas du pays, déplorant, toutefois, le décès de 02 personnes intoxiquée par le monoxyde de carbone.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 29 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Le président Tebboune devant le Parlement ce dimanche

Le président Tebboune devant le Parlement aujourd'hui dimanche, selon une information publiée hier sur la page officielle de l'APN sur Facebook. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prononcera un discours devant les deux chambres du Parlement au Palais des Nations à Alger, selon l'Assemblée nationale populaire (APN). Son deuxième discours sur l'état de la nation va s'articuler autour de deux grands axes. Le premier est de présenter le bilan de son premier mandat et de l'année 2024, comme il s'est engagé lors de sa prestation de serment le 16 septembre dernier après sa réélection pour un second mandat à l'issue des présidentielles anticipées du 7 septembre. Le second axe du discours présidentiel est de présenter la feuille de route de son second mandat et de détailler son plan quinquennal pour concrétiser son engagement électoral de faire de l'Algérie une puissance économique émergente avec un PIB de 400 milliards de dollars en 2027.

DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE DU LITHIUM

Organisation aujourd'hui d'un atelier à Alger

Par Sirine R.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, présidera aujourd'hui, dimanche, à Alger, l'ouverture d'un atelier dédié au développement de la filière du lithium en Algérie, a annoncé le ministère dans un communiqué. Cet événement verra la participation de plusieurs responsables du secteur, à leur tête les secrétaires d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargés des mines et des énergies renouvelables, ainsi que des PDG des groupes Sonatrach, Sonarem, et Sonelgaz. Les présidents des agences et organismes du secteur seront également présents, en plus de représentants d'institutions officielles, d'entreprises, d'instituts de recherche et de développement, ainsi que d'investisseurs et de chercheurs. En effet, l'objectif de cet atelier est de

contribuer à l'élaboration d'une feuille de route globale pour le développement de la filière du lithium, afin de garantir un avenir prometteur pour l'énergie et l'économie nationales.

L'objectif de cet atelier est de mettre en lumière l'importance stratégique du lithium, surnommé « l'or blanc », et d'explorer son potentiel prometteur en Algérie comme l'une des ressources clés pour renforcer la transition énergétique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la vision ambitieuse du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à diversifier l'économie nationale à travers l'exploitation des ressources stratégiques du pays. Les discussions lors de l'atelier se concentreront, ajoute la même source, sur les importantes potentialités de l'Algérie en matière de lithium, avec un accent particulier sur la nécessité de formuler une stratégie intégrée pour transformer le lithium en un

moteur de croissance économique et industrielle. Cette démarche est d'autant plus cruciale dans le contexte des efforts de l'Algérie pour développer le secteur des énergies renouvelables et renforcer sa position sur la scène mondiale dans ce domaine. L'événement accueillera également une sélection d'éminents scientifiques et experts algériens, tels que le professeur Karim Zaghib, expert international en technologies de batteries, et le professeur Kamel Yousef Toumi, chercheur et inventeur algérien de renommée mondiale, ainsi que de nombreux autres spécialistes. Les participants partageront leurs perspectives et leurs expériences pour soutenir les objectifs nationaux, offrant ainsi une opportunité unique de renforcer les capacités locales en enrichissant les discussions et en explorant des moyens d'activer le rôle des compétences algériennes, qu'elles soient nationales ou issues de la diaspora.

MOSTAGANEM

Récolte de plus de 350.000 qx de pommes de terre tardives

Plus de 350.000 quintaux (qx) de pommes de terre tardives (arrière-saison) ont été récoltés dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya (DSA). Selon un bilan provisoire du service de l'Organisation de la production et de l'appui technique (OPAT) de la même direction, la campagne de récolte des pommes de terre tardives, lancée en novembre dernier, a permis à ce jour d'engranger 350.200 quintaux, avec un rendement de 200 quintaux à l'hectare. La superficie récoltée jusqu'à ce jour a atteint 1.751

hectares sur un total de 2.000 hectares réservés à cette culture tardive (soit 87pc), a-t-on ajouté de même source. Le volume de production prévu par la DSA devra atteindre près de 500.000 qx à la fin de la campagne, a-t-on précisé. L'entrée du produit dans les marchés régionaux et nationaux, au cours des dernières semaines, "a contribué à la baisse des prix de ce produit de consommation courante, les stabilisant à un niveau raisonnable et approprié", a fait observer la même source. Parallèlement, une campagne de plantation de pommes de terre de saison pour la

saison agricole 2024-2025 a été lancée, à la mi-novembre, sur une superficie de 11.000 hectares réservés à la pomme de terre destinée à la consommation et 450 hectares pour la pomme de terre destinée à la multiplication (production de semences), signale-t-on. Selon le même bilan, 2.605 hectares ont été plantés pour la consommation, soit 23 % de la superficie ciblée, tandis que la plantation de la pomme de terre destinée à la multiplication devra bientôt être entamée. Par ailleurs, il est prévu au cours de cette campagne saisonnière, une récolte de 3.14 millions

de quintaux de pommes de terre de consommation et 112.500 quintaux de semences de pommes de terre pour couvrir la campagne tardive, a-t-on encore signalé. La wilaya de Mostaganem, qui produit annuellement environ 4 millions de quintaux de pommes de terre, approvisionne les marchés nationaux et régionaux, tout au long de l'année, notamment au cours du deuxième trimestre (de mars à juin), grâce à la campagne dite de saison et celle du quatrième trimestre (d'octobre à décembre), soit la campagne tardive ou de fin de saison, a souligné DSA.

INDUSTRIE NATIONALE DES DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN

Succès local et expansion internationale

Les entreprises algériennes de détergents et de produits d'entretien domestique et corporel connaissent un véritable essor grâce à leur grande capacité d'adaptation aux exigences du marché, et parviennent même à faire rayonner le Made in Algeria à l'international. Lors de la Foire de la production algérienne (FPA), qui a débuté le 19 décembre et doit se clôturer ce samedi au Palais des Expositions d'Alger, des producteurs exposants ont expliqué que la performance de la production nationale leur a permis de détrôner les entreprises étrangères sur le marché local. Des marques locales familières aux consommateurs sont exposées aux stands, en plus d'un espace de vente installé au niveau de l'esplanade. Parmi ces marques, on retrouve Aigle avec sa gamme variée de produits. Fondée en 2002 dans la zone industrielle de Rouiba, l'entreprise détient 12 % des parts du marché national et exporte ses excédents vers l'Afrique et l'Europe. "Nos produits sont conformes aux normes internationales et nous exportons vers plusieurs marchés africains et européens", a

affirmé Ali Bouchenak, responsable marketing de la marque. Il précise que les mentions d'étiquetage sur les produits de l'entreprise, destinés à certains marchés européens comme le nord de la Belgique et les Pays-Bas, sont rédigées en flamand et en anglais, conformément aux exigences de ces pays. "Pour le moment, les exportations sont assurées par des distributeurs étrangers, mais nous prévoyons, à court terme, de prendre en charge directement la distribution de nos produits afin de renforcer notre présence et d'avoir une meilleure visibilité sur ces marchés", a ajouté M. Bouchenak. De son côté, la SARL Esquirol Production, créée en 2016 à Hamadi (Boumerdes), propose une large gamme de produits. En plus du marché national, l'entreprise exporte déjà vers plusieurs pays, tels que la France, la Tunisie, l'Espagne, la Mauritanie et la Libye. "Nos produits concurrencent les produits européens sur leur propre territoire", a souligné Chahrazed Ferhat, responsable marketing, mettant en avant le rapport qualité-prix qui répond aux at-

tentes des consommateurs de ces pays. L'Entreprise Nationale des Détergents et Produits d'Entretien (ENAD), filiale du Holding Algeria Chemical Specialties (ACS), connaît le même essor sur le marché national avec ses produits phares. L'entreprise a également élargi son offre en proposant des solutions de nettoyage pour sols, vitres, ainsi que des désinfectants et des gels hydroalcooliques. "La régulation des importations de produits localement disponibles a conduit les consommateurs à redécouvrir les produits nationaux et à en apprécier la qualité", a affirmé Leila Aouli, représentante commerciale de l'entreprise. Pour sa part, Yasmine Toubal, directrice de la communication chez ACS, a souligné que cette dynamique a ouvert de nouvelles perspectives pour l'ENAD, qui se positionne comme pionnière dans la production de détergents et de cosmétiques au niveau national. "L'entreprise met l'accent sur ses projets d'exportation, notamment vers l'Afrique, avec des ambitions sur des marchés comme le Sénégal et la Mauritanie, où des showrooms ont déjà été ou-

verts", a poursuivi Mme Toubal. Au-delà de son rôle clé dans le secteur des produits d'entretien et de cosmétiques, le Holding ACS opère à travers ses 4 groupes et ses filiales dans plusieurs industries, dont les produits de verre, plastique et papier, peinture, caoutchouc et plastique. "Nous avons élaboré un plan de développement très ambitieux pour atteindre un chiffre d'affaires de 40 milliards de dinars d'ici à 2027, contre 30 milliards de DA actuellement", a déclaré Mme Toubal. Les laboratoires Vénus, forts de plus de 41 ans d'expérience, diversifient également leur offre en matière d'hygiène corporelle, selon Nawel Benbournane, représentante de l'entreprise. Présente sur le marché national et exportant depuis 15 ans vers le Moyen-Orient (Jordanie, Irak, Arabie Saoudite) et l'Afrique (Tunisie, Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar), l'entreprise a récemment élargi son réseau à l'Amérique du Nord, en répondant à la demande croissante de la diaspora algérienne au Canada, a affirmé Mme Benbournane.